

ROUGE

*Une jeunesse
dans le collimateur
(pages 8 et 9)*

**COMMENT
METTRE
CHIRAC
EN
ECHEC ?**



Que ferez-vous le 21 octobre ?

Toulouse ne prouve rien. Il n'y a pas de consensus autour de la politique chiraquienne. Le 21 octobre doit être une bonne occasion de le prouver.

□ Les urnes sont froides. Elles distillent l'ennui et l'indifférence. La France des politiciens se gèle dans une guerre de tranchées boueuses. Pour cette France-là, l'attente de l'élection présidentielle constitue l'horizon commun, ce qui se traduit par une stratégie du « frein à main ». Le PS n'entreprendra rien qui précipite les échéances électorales ou compromette la cohabitation. La droite s'engraisse tranquillement en ingurgitant les dividendes de la cohabitation. Le PCF voit s'accroître son impuissance à force de nier tout débouché politique et de proclamer sa survie. Le Front national semble avoir mangé son pain... blanc et peine à trouver un espace, à la droite d'une droite qui éponge ses éructations les plus réactionnaires. Quant au Guignol's Band des sénateurs, leur « Haute chambre », où stagnent les eaux usagées des élections passées, ressemble à l'antichambre de la décadence parlementaire.

A l'évidence, la société réelle ne vit pas dans le même climat, sous la même latitude. A la croisade patronale visant à conquérir de nouveaux « gisements de productivité », répondent en divers secteurs les manifestations de ce qui apparaît comme des « gisements de combativité ». Même si les grèves sont encore peu nombreuses, le bulletin quotidien des luttes n'est plus cette désespérante page blanche d'hier. En plein Paris, dans les centres EDF-GDF, la grève aura duré trois semaines, dirigée par une intersyndicale CGT, CFDT, FO, CFTC, soudée de bout en bout de l'action. Un signe indiscutable, quelle qu'ait été l'issue du mouvement (voir page 6). La SNCF représente également un réservoir de combativité.

Ceux-là même qui réagirent promptement cet été aux provocations de Douffiagues menaçant leur statut se retrouvent en pre-

mière ligne des actions dans le secteur public et nationalisé.

En ces temps de grande confusion, où l'eau semble dormir, les signes d'une activité autonome des travailleurs doivent susciter l'attention. Quand

La société ne vit pas sous la même latitude que la France politicienne. Des gisements de combativité existent aujourd'hui.

des cheminots toulousains « autoconvoquent » une assemblée générale malgré la division syndicale pour envisager ensemble l'action, quand dans un hôpital de Seine-Saint-Denis un comité d'action unit le personnel pour mener jusqu'au succès la grève, cela représente plus que de fragiles indices. Quand la combativité cherche à tout prix à s'exprimer, il se confirme qu'il est possible de faire exister un courant unitaire organisé par les travailleurs eux-mêmes. Exigence unitaire à l'égard des syndicats et volonté de prendre ses affaires en main cohabitent en ce moment, de manière inégale mais bien réelle.

Tel est le contexte dans lequel se déroulera le 21 octobre. Le temps de la crise économique confère au secteur public et nationalisé, moins affecté par le chômage et plus riche en bataillons syndicaux, un rôle important pour débloquer la situation sociale. Confronté aux attaques du gouvernement, ce vaste secteur réagit encore globalement aux mots d'ordre d'en haut des syndicats. C'est même le seul secteur qui peut prétendre, dans les semaines qui viennent, peser sur la scène centrale.

Il faut, toutefois, cesser de

considérer que la table du 21 octobre est déjà dressée, qu'il faut simplement se mettre les pieds dessous, en prônant unité et intransigeance revendicative. Cela, il faudra bien sûr le faire. Mais pour l'instant, le 21 octobre demeure encore aux mains des états-majors syndicaux. La date de l'action continue à favoriser un véritable théâtre d'ombres.

Tout pousse donc à planter, au cœur du deuxième semestre d'activité du gouvernement Chirac, une mobilisation du secteur public et nationalisé qui oxygène toute la situation, qui crée un nouveau rapport de forces. Or, à trois semaines de l'échéance choisie par la FEN, FO, la CFDT et les autonomes, aucun appel commun, point de tract, pas de consignes. Bref, aucun signe d'une activité fébrile présidant à une grande journée d'action. Au contraire, les pas de côté et les pas en arrière se succèdent. La CFDT de Maire et l'UFFA-CFDT, à l'inverse de l'Union régionale parisienne, s'effraient de la perspective d'un vaste front unitaire incluant une éventuelle participation de la CGT ; du coup, elles se retournent contre toute manifestation. Force ouvrière hésite à appeler à une manifestation si la CGT n'appelle pas parallèlement au 21 octobre. Les autonomes de la

Le secteur public est le seul à pouvoir peser aujourd'hui sur la scène centrale.

SNCF, qui ont assuré le seul succès gréviste de la journée du 30 septembre de la CGT, appellent bien le 21 octobre : mais dans quel cadre ? La CGT se prépare à travers ses unions départementales et ses unions régionales, voire directement à

Vendredi 3 octobre
à 20 heures
Salle de l'Encouragement
4, place Saint-Germain-des-Prés (Paris VI^e)

DEBAT ORGANISE PAR « ROUGE » : Le terrorisme et la politique sécuritaire

Avec Madeleine Rebérioux (historienne et dirigeante de la Ligue des droits de l'homme), Antoine Comte (avocat), Mohammed Harbi (ancien dirigeant du FLN algérien), Denis Langlois (avocat), Géraud de la Pradelle (juriste, ancien membre d'une commission d'enquête au Liban), Christian Picquet (directeur de Rouge, membre du bureau politique de la LCR).

(Entrée sur invitation à retirer auprès des militants ou à la librairie la Brèche)



Plusieurs milliers de manifestants à l'appel de la CGT devant le ministère des Finances... comme de coutume.

travers la confédération, à couvrir le 21 par des journées interprofessionnelles qui assureraient sa présence dans les cortèges.

Rien n'est joué ! Tout se déroule au ralenti, comme si la date retenue n'était qu'une pièce secondaire dans le savant dispositif des états-majors, dont les atouts changent continuellement. Il faut malgré tout, malgré eux, réussir le 21 octobre. Les sections syndicales dans les entreprises doivent appeler unitairement à cette journée, afin que la pression sur les directions s'exerce jusqu'au bout. En regard des hésitations des uns et des attermolements des autres,

l'activité unitaire à la base joue dès lors un rôle croissant. Le 21 octobre doit être saisi par tous les syndicalistes de combat pour qu'apparaissent enfin les revendications centrales et communes à tous : contre la suppression des postes de travail, pour les salaires, contre la précarité et la privatisation.

Le 21 octobre, tout ce que la CGT compte de syndicalistes unitaires doit se retrouver dans la rue, pour infliger au sectarisme confédéral un démenti cinglant. Le 21 octobre reste à construire.

Jean Lantier

Une exception : les agents de conduite en grève à l'appel de la CGT, de la FGAAC (autonomes) et de la CFDT dans certains dépôts...



Une journée banale

La journée de la CGT est passée sans bruit et ne laissera pas de traces.

□ Mardi 30, midi trente, Paris, place du Palais Royal, face au ministère des Finances... On dirait un vieux film qui repasse sans cesse. La manifestation de la CGT se disperse. L'orateur appelle à poursuivre l'action, tandis que l'on replie les banderoles sous l'œil d'une rangée de CRS. Le 30 septembre n'avait aucune raison d'être un succès revendicatif... Il apparaissait d'abord comme une nouvelle journée de division. Il a donc rassemblé quelques milliers de manifestants comme de coutume. Les communaux de la région formaient une bonne partie du cortège, les cheminots et les agents de l'EDF étaient relativement nombreux. Ce n'est pas franchement le bide, mais pas loin.

Dans l'Hexagone, les manifestations du 30 vont de l'exception à l'échec total, en passant par l'ordinaire. A Grenoble « plus de mille, c'est très honorable », mais à Rennes deux cent cinquante manifestants, c'est une vraie misère. A Chartres, « quatre cents manifestants, ce n'est pas ridicule », mais à Nantes sept cents personnes : c'est « faiblement suivi ».

Mille manifestants à Rouen, autant à Toulouse et à Lille, deux mille à Lyon et à Marseille... Tout de même pas de

quoi faire du 30 septembre une journée qui marque.

D'autant plus, tout le monde le sait, que d'autres journées d'action se profilent en octobre. Le 30 septembre n'aura évidemment pas servi de tremplin au 21... Dans plusieurs villes, les consignes qui circulent dans les manifestations sont d'ailleurs contradictoires. A Nantes, on n'appellerait pas, à Rouen, par contre, l'interprofessionnelle CGT appellerait à l'action — une porte de sortie face aux syndicats de fonctionnaires. On imagine les effets pervers de ce mic-mac dans les entreprises. « Nous ne participons ni à l'une, ni à l'autre », concluront les salariés d'un hôpital après avoir discuté avec des militants qui participent au 30, et sont prêts à reprendre part au 21.

Si l'on compare la participation à la grève, secteur par secteur, la SNCF, et plus précisément les agents de conduite de la SNCF, ont été les seuls à participer de façon significative aux arrêts de travail.

La grève a été suivie par 50 % des agents. Cette fois, l'appel était commun à la CGT et à la FGAAC (autonomes) dans les dépôts des roulants. A Lyon, Tours, Saint-Lazare et Toulouse, la CGT et la CFDT appelaient ensemble. Le mouvement a été

suivi de façon diverse selon la région. Faible à Rouen ou dans la région nantaise (33 % des grévistes chez les agents de conduite), il était par contre massif dans les gares parisiennes. Les trains en partance à Saint-Lazare ou à la gare de Lyon étaient beaucoup moins nombreux encore que prévu. Il est évident que la grande grève des roulants de l'été dernier a laissé des traces, une disponibilité à l'action plus vive qu'aillieurs.

Dans les autres secteurs du service publics, les taux de participation étaient très faibles : 10 à 20 % en général. 30 % c'était déjà l'exception, seulement atteinte à l'EDF, marquée il est vrai par des grèves dures ces dernières semaines (voir page 6).

En ce qui concerne les PTT, si trois cents postiers défilaient dans le cortège marseillais, à Toulouse « c'était la catastrophe » et, dans l'ensemble, le mouvement était très peu suivi.

Les hospitaliers, enfin, n'étaient guère nombreux. Sans comparaison, dans la région parisienne par exemple, avec les cortèges qui participaient au 17 juin.

Bénéfice de la journée ? Nul ! A l'exception de la grève à la SNCF — exception puisqu'elle

▶ était unitaire ! — la journée du 30 ne perce pas, c'est le moins que l'on puisse dire. Le « silence » ou la discrétion de la presse patronale et de droite sont paradoxalement, parlants. Rien dans *le Figaro*, un minuscule encadré dans *les Echos* et un titre moqueur « *Le train-train*

de la CGT » dans le *Quotidien de Paris*. Si la grève avait été réussie, on imagine sans peine les appels au meurtre (symbolique s'entend), que l'on aurait vu fleurir dans ces trois feuilles.

Ce sont finalement les travailleurs des chantiers navals du groupe Nord-Méditerranée qui

feront parler d'eux. Ceux de La Ciotat, en lutte pour leur emploi, ont été pris sous les grenades lacrymogènes policières, « *la ville vit en état de tension permanente* ». A l'heure où les syndicats FO, CGC, CFTC signent avec le patronat un accord qui liquide des milliers d'emplois.

La CFDT réserve sa réponse et la CGT refuse de signer. Elle a tout à fait raison. Mais le rapprochement est parlant. Contre la politique gouvernementale, la riposte ne sépare pas les ouvriers des fonctionnaires... Pas plus que la préférence pour la CFDT, la CGT ou la FGAAC ne sépare

les métallos de La Ciotat ou les roulants de la SNCF.

Au soir du 30 septembre l'actualité se charge de rappeler elle-même à la direction de la CGT les conditions minimales de toute riposte efficace à la politique chiraquienne. Sinon....

Michel Morel

La solution est politique

Rien ne serait possible. Les grands partis cherchent à nous démontrer qu'il est urgent d'attendre. C'est pourtant la dernière des choses à faire.

□ Une transformation notable du paysage politique français aurait vu le jour dimanche 27 septembre au soir. Dès 20 heures, au vu des résultats des sénatoriales partielles et des élections législatives de Haute-Garonne, les observateurs politiques avisés et les porte-parole de la droite découvraient en chœur que, pour la première fois depuis des décennies (?), un vote « partiel » ne remettait pas en cause la majorité élue six mois plus tôt.

Ce qui était arrivé à la gauche lors des premières consultations électorales d'après mai-juin 1981, était donc épargné à la droite après mars 1986. De Lecanuet à Chirac en passant par Toubon et Gaudin, on se frottait les mains.

Même Jospin complète de sa touche personnelle le paysage ambiant. Selon lui, six mois après l'accession de la droite au gouvernement, la « prise de conscience » de la nocivité de sa politique ferait encore défaut à l'électorat populaire. D'où la victoire d'un Baudis et la justifi-

cation *a posteriori* de la piquette subie par la gauche le 16 mars.

Le Parti communiste, qui vient de subir un nouveau et sérieux revers dans le scrutin de Toulouse, l'explique par la duplicité des deux duettistes, « *le champion de cuisine politicienne locale Baudis, et le maître du bel canto en bérêt béarnais Jospin. Au ras des violettes* », conclut Jacques Coubart dans son éditorial de *l'Humanité*. Et les communistes ? « *Bien qu'on aie tout fait pour étouffer leur voix sous le tintamarre de la politique spectacle, des dizaines de milliers d'électeurs ont entendu leur appel à ne pas se résigner.* » Bref, il s'agit de voter pour témoigner !

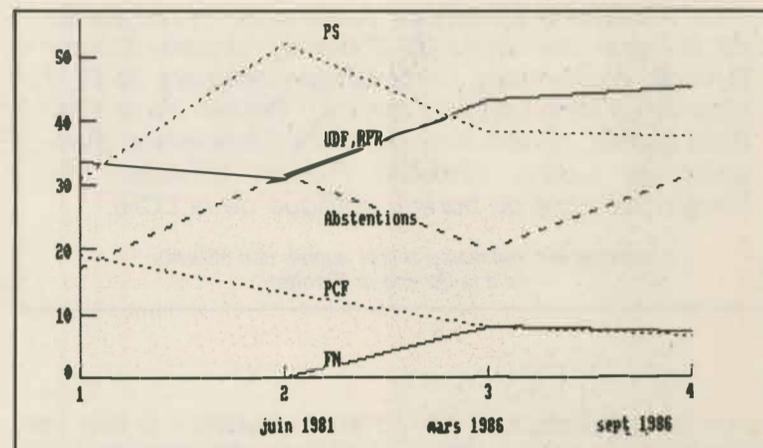
A bien écouter les commentaires, il n'y aurait donc rien à faire. La politique chiraquienne bénéficierait depuis dimanche dernier d'une légitimité supplémentaire pour s'appliquer. Les protestations, passées et à venir, resteraient, au fond, dans le domaine du symbolique, sans conséquence politique. Du manque de « prise de conscience » comme dirait Jospin, au vote

pour « témoigner » tel que le conçoit le PCF, on cherche en vain l'ombre d'une perspective.

Règlons d'abord le cas des sénatoriales partielles. Même un politicien de droite devait reconnaître, dimanche 28 septembre au cours des débats qui suivirent la clôture des bureaux de vote, qu'elles n'étaient que « *la projection des municipales de 1983* ». Les sénateurs ont en effet la particularité de représenter un affront perpétuel au suffrage universel. Ils sont élus par de « grands » électeurs, les conseillers municipaux notamment. Il est donc parfaitement absurde — et malhonnête — de vouloir faire passer le résultat des sénatoriales pour une approbation populaire de la politique gouvernementale.

En sortir ? Ni le PS ni le PC ne répondent à ce simple problème. Ne cherchez pas plus loin les raisons des résultats de Toulouse.

L'affaire de Toulouse est plus sérieuse. Encore ne faut-il pas lui faire dire n'importe quoi (voir graphique ci-contre). Hormis la hausse significative des abstentions, les courbes qui représentent les différentes forces politiques sont quasiment stables. Par conséquent, ces dernières élections n'ont aucune signification réellement différente du scrutin de mars dernier. Et plutôt qu'une approbation de la politique de la droite — par manque de « prise de conscience » — la



Les législatives en Haute-Garonne, depuis mars 1978, en pourcentage, de mars³ à septembre 1986⁴ est minime, à l'exception des abstentions.

dernière consultation reflète toujours le discrédit, auprès de leurs propres électeurs, du PS et du PCF compromis dans la faillite gouvernementale des cinq dernières années.

Que monsieur Jospin aille d'ailleurs parler au « peuple de gauche » de son « absence de prise de conscience » ! Des chantiers navals aux dépôts de la SNCF, des établissements de l'EDF aux bureaux de l'ANPE, il aura toutes les chances d'être bien reçu. On risque plutôt de lui demander ce qu'il propose pour en sortir... après en être arrivé là. Et monsieur Jospin, entre autres, n'y est pas pour rien !

En sortir ? Ni le PS, ni le PCF ne répondent à cette simple question. L'un et l'autre se renvoient la balle. Les socialistes visent à devenir le challenger permanent et unique de la droite sur le terrain électoral. Les communistes mettent les deux dans le même sac et appellent leurs électeurs à témoigner qu'ils sont toujours là. Tous deux se satisfont du vide béant qui sépare toute mobilisation des consignes électorales que chacun donne en guise de perspective de changement.

Mais toute riposte, toute convergence des luttes contre la politique chiraquienne souligne pourtant le lien indissociable entre l'action, les revendications et la politique qui devrait être mise en œuvre pour les satisfaire. Qu'il s'agisse du chômage, de l'austérité ou des attaques contre les libertés d'un Pasqua, d'un Léotard ou d'un Chalandon.

Certes, après cinq ans de gouvernement de gauche, les désillusions sont telles que beaucoup n'y croient plus ou se résignent. La gauche traditionnelle n'est

plus une alternative. Revenue au gouvernement, chacun sait qu'elle manierait à nouveau l'austérité à tour de bras.

Ce n'est pourtant pas aux travailleurs de ce pays que l'on fera croire qu'une cascade de journées d'action contre une politique de droite peut remplacer la mise au point, puis la mise en œuvre d'une politique qui réponde à leurs besoins, d'une politique de changement. Celle-ci exigerait évidemment la constitution d'un gouvernement qui soit aussi fidèle aux travailleurs que Chirac l'est aux possédants ! Cette condition reste l'horizon indispensable des luttes. Perspective difficile, c'est vrai. Mais sinon, c'est l'impasse, l'absence de choix entre une droite qu'il s'agit de combattre sans répit et une gauche officielle qui ne s'en donne pas les moyens.

Rien ne nous oblige à subir ce constat de faillite ! Souligner sans cesse que l'unité dans les luttes contre Chirac s'avère inséparable d'une perspective politique claire pour le chasser, c'est aussi, pensons-nous, le seul moyen de rassembler ceux qui cherchent une autre voie que les méandres cohabitationnistes du PS ou les dérives sectaires du PC. Deux politiques parfaitement inefficaces pour battre Chirac, ou Baudis...

Propositions irréalistes ? Au contraire. Car l'astuce des commentaires de la droite, au lendemain du dernier week-end, repose sur un simple non-dit. Si le gouvernement Chirac n'a pas été désavoué, c'est évidemment parce qu'il n'existe pas, pour le moment, d'alternative à gauche. Et rien, mais alors rien, ne peut prouver que cette situation est faite pour durer une éternité.

Michel Morel



26 SEPTEMBRE

Silence, on négocie !



Au fracas des bombes qui ensanglantaient jusqu'alors la capitale a succédé un calme pesant, tout juste entrecoupé de déclarations menaçantes du CSPPA ou des allées et venues d'émissaires mystérieux. C'est devenu une évidence, qu'en coulisse, on négocie. La trêve des attentats l'atteste indiscutablement. Tout comme le voyage à Damas du ministre de la Coopération, l'arrivée en France de son homologue syrien ou la mission de « bons offices » d'Hilarion Capucci, prélat dont les fonctions vaticanes parviennent mal à dissimuler les relations avec diverses capitales moyen-orientales.

La chronologie de cette négociation, dont la Syrie semble le protagoniste principal, est révélatrice. Au début de la semaine, Pasqua proclamait qu'« on ne négocie pas, on ne traite pas, on ne discute pas ». Il aura pourtant suffi d'un mot de Damas pour contraindre nos gouvernants à mettre un terme à leur rhétorique guerrière. Dans *le Monde* du 24 septembre, Farouk al-Chara, le ministre syrien des Affaires étrangères dénonçait la « campagne antisyrienne » et lançait cette mise en garde : « Si cela continue, nous pourrions conclure que le gouvernement français laisse faire, pour des raisons qui lui appartiennent. » Une façon de rappeler à Paris que son avenir au Liban dépend largement du bon vouloir de cette puissance qu'est la Syrie.

Voilà qui ne peut jeter que plus de doutes sur l'acharnement de la police à incriminer la seule famille Abdallah dans la récente campagne d'attentats. Et ce, alors que chaque « preuve » avancée par les enquêteurs se voit immédiatement contredite par des témoignages si divers que leur crédibilité peut difficilement être mise en doute. Dès lors, une question vient à l'esprit : en laissant croire à une sorte de vengeance privée d'un clan libanais, ne voudrait-on pas faire oublier des ramifications infiniment plus vastes et, du même coup, les responsabilités de la France dans le pourrissement d'une situation ?

Car tel est bien le fond du problème. Quoi qu'il advienne des tractations en cours, les affrontements s'avèrent à ce point enchevêtrés que la diplomatie française au Moyen-Orient se trouve à présent dans l'œil du cyclone. L'enlèvement de deux nouveaux ressortissants français à Beyrouth en fournit la preuve. C'est dire que la trêve observée par les poseurs de bombes pourrait n'être que passagère.

en effet ne pas constater les contradictions qui minent le bloc majoritaire ?

La droite conserve, bien sûr, une indiscutable avance. Comme il fallait s'y attendre, elle engrange les bénéfices de l'union nationale face au terrorisme. Pourtant, malgré son arrogance, elle n'est pas assurée de conserver sa cohésion, lors d'une échéance majeure, à commencer par la prochaine présidentielle. Tout le démontre, l'alliance RPR-UDF profite surtout au parti chiraquien. Hégémonique au gouvernement, dominateur au Palais-Bourbon, ce dernier occupe désormais la première place au Sénat. Cela renforce d'autant le dispositif de son candidat à l'Elysée.

Les conditions paraissent dès lors réunies pour une relance des débats sur le devenir de l'ex-confédération giscardienne et pour l'éclatement de nouveaux affrontements internes à la coalition réactionnaire. Les échecs enregistrés par plusieurs de ses candidats aux sénatoriales, du fait de situations de division, ainsi que les critiques qui s'élèvent contre la conduite du gouvernement face à la Syrie, pourraient bien être prémonitoires.

1^{er} OCTOBRE

Théâtre d'ombres



C'est reparti ! La présentation au dernier Conseil des ministres, de l'ordonnance sur le redécoupage électoral relance les supputations des médias sur une éventuelle crise de la cohabitation. François Mitterrand signera-t-il ou non le document concocté par Charles Pasqua ? Un accroc semblable à celui de juillet dernier débouchera-t-il sur une présidentielle anticipée ? Autant de questions qui agitent la « classe politique ».

En vérité, le plus élémentaire sens de la justice devrait conduire le chef de l'Etat à refuser son aval aux sordides tripotouillages du ministre de l'Intérieur. Ce dernier a conservé à son projet de carte électorale les principes censés permettre à la droite de demeurer en place, même en cas de revers sérieux. Il est même passé outre aux recommandations du Conseil d'Etat. Alors que les juges du Palais-Royal critiquaient le découpage de vingt-cinq départements, l'hôte de la place Beauvau n'a modifié les contours que de quatorze d'entre eux. Pour les onze autres, il a maintenu les dispositions antérieures, y compris dans les huit cas jugés si scandaleux que les conseillers les avaient totalement rejetés. L'élu du 10 mai dispose donc de toutes les raisons pour refuser son paraphe. Et il aurait tous les arguments pour appeler l'opinion démocratique à mettre en échec ce qui apparaît clairement comme une entreprise de faussaires.

Qu'il signe ou non l'ordonnance gouvernementale, il est toutefois peu probable que Mitterrand s'engage dans une telle voie. Bien sûr, il entend faire jouer la cohabitation à son profit. Il lui est donc nécessaire de faire régulièrement entendre sa « différence ». Mais il partage également avec les gouvernants la volonté de ne pas précipiter les échéances, d'éviter une crise politique et institutionnelle. Gageons dès lors que comme au mois de juillet, un éventuel refus de signature entraînera tout au plus un retour de l'ordonnance devant l'Assemblée nationale. Pour éviter des remous au sein de sa propre majorité, Chirac aura alors loisir de recourir à l'article 49-3. Et la cohabitation sortira d'une zone dangereuse.

Christian Picquet

29 SEPTEMBRE

Lendemain d'élections



Un week-end électoral représente toujours un indicateur de tendance. En dépit de leur spécificité, les élections sénatoriales comme la consultation partielle de Haute-Garonne ne font pas exception à cette règle. Certes, il faut la malhonnêteté dont peuvent être capables les politiciens réactionnaires pour chercher dans le renouvellement de la Haute Assemblée — qui ne concerne que quelques milliers de notables — ou dans le scrutin de Toulouse — où la population était appelée à trancher entre les « looks » respectifs de Jospin et de Baudis — une photographie de l'opinion (voir pages 2, 3, 4).

On aurait toutefois tort de contester toute signification politique aux deux scrutins. C'est vrai à gauche, où socialistes et communistes enregistrent la dégradation de leurs positions dans les conseils municipaux et régionaux et marquent leur incapacité à offrir la moindre perspective mobilisatrice au « peuple de gauche ». Cela ne l'est pas moins à droite. Comment

LA RAGE AU CŒUR

C'est la rage au cœur que le personnel des centres parisiens de l'EDF ont repris le travail. Avec le goût amer de la trahison. Les fédérations syndicales ont cédé honteusement en signant un texte qui fait la part belle à la direction.

□ De notre correspondant

A Paris-Nord, l'un des cinq centres parisiens, le chef de centre, un certain Chardon, est connu pour son esprit revancharde. Déjà, avant le 16 mars, il s'était illustré en mettant à pied pendant un mois le secrétaire général de la CGT et trois semaines plus tard celui de la CFDT, après les avoir trainés devant la justice où il avait été débouté.

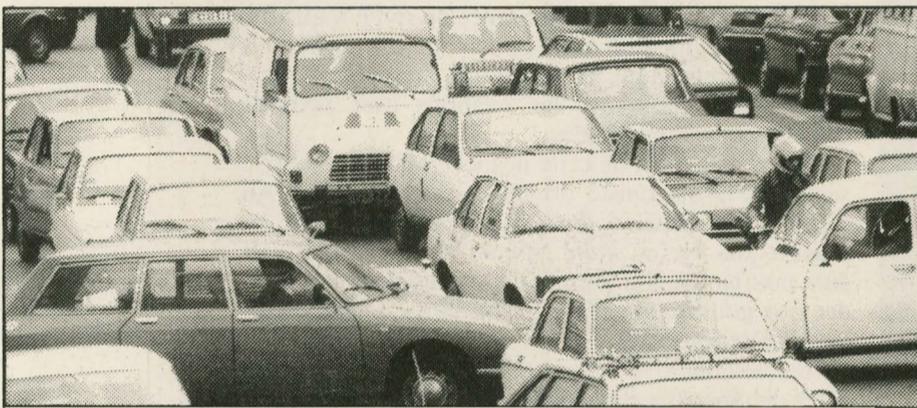
Mais à la rentrée 1986, par un projet envoyé aux syndicats, le personnel apprend que ce monsieur veut supprimer de nombreux postes dans les agences et déclassifier de un à deux niveaux une partie importante du personnel. La riposte est fulgurante. Immédiatement, le personnel concerné des trois agences de Paris-Nord, à l'appel de la CGT, de la CFDT, de FO et de la CFTC, se met en grève.

L'extension de la grève

Le lendemain, face au refus de négocier de la direction, le personnel occupe une agence. La réponse de la direction ? Elle met à pied six agents pour un mois ! Le même jour, les seize agences des quatre autres centres parisiens se mettent, elles aussi, en grève à l'appel de l'intersyndicale. La grève s'étend rapidement. Dès le lendemain, il y a 70 % de grévistes dans les agences et plus de quinze cents agents manifestent auprès de la direction régionale de Paris.

Dans les cinq centres parisiens, les classifications sont identiques. Si une brèche s'ouvre dans un centre, il ne fait aucun doute que celle-ci sera élargie aux autres centres.

Mais pour ce revancharde, c'en était trop. Le secrétaire de la CGT est traduit devant le tribunal des référés. En deux heures de temps, plus de six cents grévistes se retrouvent devant le palais de justice et trois cents pénètrent dans la salle. Le juge, qui croyait statuer sur un « petit » problème, est surpris d'apprendre que tout Paris est en grève à



Les agents de l'EDF, devant une direction qui refusait de négocier, ont coupé les feux tricolores de la capitale : un joli bordel !

l'appel de toutes les organisations syndicales. Une nouvelle fois, la direction d'EDF est déboutée et le juge nomme un médiateur afin que des négociations s'ouvrent. Il demande même de lever les sanctions car, dit-il, « on ne négocie pas les armes à la main ».

Rien d'impossible

Fort de ce jugement, les agents réunis en assemblée générale décident alors d'investir et de fermer les agences. Après de nouvelles provocations de la direction, le personnel excédé décide d'occuper les centres informatiques. Ces services sont pourtant de véritables blockhaus : sas d'entrée, caméras, portes blindées. Mais rien n'est impossible pour les grévistes et les cinq centres informatiques sont occupés jour et nuit. Les facturations et autres tra-

vaux informatiques sont ainsi bloqués.

Malgré la forte mobilisation, l'occupation des agences et des cinq centres informatiques, les négociations piétinent toujours, au septième jour de grève. L'intersyndicale décide donc d'occuper les sous-stations et d'intervenir sur le réseau en pratiquant d'abord des coupures sélectives puis ensuite massives.

La droite et l'extrême droite parisienne ont raclé leurs fonds de tiroirs : manifestation de boulangers armés de barres à mine, commerçants faisant le siège d'une agence parisienne. Des affichettes ont fleuri dans certaines mairies ; elles conseillent à la population de porter plainte contre les grévistes. Madelin, ministre de l'Industrie, veut se faire fort de supprimer le droit de grève à l'EDF.

Malgré cela, les grévistes

ont maintenu leur pression, allant jusqu'à couper, spectaculairement, les feux tricolores de la capitale pour qu'enfin le silence de la presse soit percé, pour que la direction cède.

Le mouvement devant un choix

Face à cette détermination des grévistes et à la dynamique de la mobilisation, face aussi à une direction qui refusait toute négociation et qui voulait durcir le mouvement (risque d'intervention des flics, menace de procès en référé contre deux cents grévistes), une alternative s'ouvrait au mouvement. Soit ce dernier s'étendait à d'autres centres, et la grève gagnait l'ensemble du groupe EDF car l'action des grévistes parisiens s'opposait, de fait, à l'en-

semble des plans de la direction soutenue par le gouvernement, et cela impliquait un affrontement politique. Soit les directions syndicales reculaient. Les fédérations ont fait ce dernier choix : elles ont cédé honteusement. Déjà, elles soutenaient à peine le mouvement parisien en oubliant, par exemple, d'en informer les autres centres de banlieue ou de province.

Très rapidement, un texte de reddition sans combat était accepté. Un texte qui tolère que les grévistes ne soient sanctionnés que d'un blâme après un conseil de discipline ! Un texte qui ne donne aucune garantie sur les déclassifications et qui permet à la direction d'imposer ses réformes de structure et cela après plus de quinze jours de grève ! D'ailleurs la direction, elle, ne se trompe pas puisqu'elle explique : « Le projet d'accord permet la poursuite de la concertation pour la mise en place de la nouvelle organisation. Par ailleurs, les procédures disciplinaires engagées suivront leur cours devant les instances paritaires normales. »

L'intersyndicale s'est fait le relais sur le terrain de cette position en convoquant des assemblées décentralisées, en faisant courir de faux bruits sur la reprise d'un centre par rapport à un autre.

Un seul centre s'est prononcé à 70 % pour la reconduction de la grève, malgré l'appel à la reprise de l'intersyndicale. Dans ce centre, une assemblée générale de tous les grévistes a eu lieu et un vote à bulletins secrets était organisé. Une leçon de démocratie, certes, mais isolée. C'est la rage au cœur que le personnel a repris le travail, sur cet échec relatif, malgré l'exemplarité de la lutte, avec le sentiment d'avoir été trahi.

Loïc Mahu

Rouge et les Cahiers du féminisme
organisent une projection en avant-première de
Rosa Luxemburg

(le film de Margarethe von Trotta)

Mardi 14 octobre, à 20 h 45 au 14-Juillet-Racine

6, rue Monsieur-le-Prince (métro Odéon ou Luxembourg)

Un débat suivra la projection

Entrée sur invitation à retirer auprès des militants
ou à la librairie La Brèche, 9, rue de Tunis, 75011 Paris.

COUP DE BAISSE COUP DE TRIQUE !

Le gouvernement vient d'annoncer une modification des tarifs du téléphone pour le 1^{er} octobre. Le but ? En finir avec la tarification « service public ».

Le tarif des liaisons téléphoniques à moyenne et longue distance diminue d'environ 4 % avec le passage de la « taxe de base » de 0,77 francs à 0,74 francs. Les communications locales, par contre, connaissent une forte augmentation. La baisse du tarif de la taxe de base est largement contrebalancée par la cadence avec laquelle celle-ci est maintenant imputée. En période rouge, c'est-à-dire de 8 heures à 18 heures, en semaine et le samedi matin, une taxe de base permet de téléphoner six minutes... au lieu de vingt minutes précédemment. Le reste du temps pour 0,77 francs, il était possible de téléphoner localement sans limitation de durée. Cela n'est maintenant plus permis que durant neuf, douze ou dix-huit minutes suivant l'heure.

Sur le prix de revient

Le ministre a beau annoncer une baisse du téléphone, il ressemble à un boulanger annonçant une baisse de 4 % pour une baguette dont le poids aurait été diminué des deux tiers.

D'un côté, Longuet explique que seuls les bavards seront pénalisés. De l'autre, il annonce que « le palier de six minutes constitue l'étape éducative obligatoire ». En effet, l'objectif est de s'aligner sur les Etats-Unis où une taxe tombe toutes les minutes, ou la Grande-Bretagne toutes les minutes et demie.

Traditionnellement, le tarif d'une communication n'avait que des rapports éloignés avec son coût réel. Le gouvernement a décidé d'en finir avec la tarification de « service public » et de calquer les tarifs sur les prix de revient. D'après une étude de la DGT, il faudrait pour cela augmenter le prix des communications locales de 23 % et baisser les communications interurbaines de 58 %.

Cette politique ne s'explique pas seulement par la volonté de la « bande à

Léo » de pratiquer le culte libéral de stricte observance. Mais essentiellement par l'ampleur des intérêts en jeu. Les entreprises utilisent essentiellement les communications longues distances et les particuliers téléphonent surtout localement. Le commissariat général au Plan a évalué pour 1982 à six milliards de francs le montant des transferts des entreprises à des particuliers, découlant du système de tarification téléphonique en vigueur. D'après la DGT, annuler de tels transferts entraînerait une baisse de 39 % de la note payée par les établissements industriels. Par contre, la facture des ménages augmenterait de 13 %. Et les cabines subiraient une hausse de 77 %.

Les modifications décidées pour le 1^{er} octobre ne sont qu'un premier train de mesures. Le cadeau au patronat est néanmoins appréciable. Pour un trust dépensant deux cents millions par an en communications interurbaines et internationales, cela fait toujours huit millions de rabais. Les petits usagers téléphonant surtout localement verront leur facture monter de 2 %, de 4 % peut-être. Par ailleurs les renseignements donnés par le 12 passent de 4 à 5 unités facturées, — il en va de même à la poste avec une hausse de 9 % du tarif des mandats.

Une entreprise ?

Parallèlement la déréglementation tarifaire continue de progresser par d'autres moyens. Les très gros utilisateurs peuvent bénéficier depuis cette année de rabais de 20 %, voire 50 % au travers du service interurbain optionnel (SIO). Ce système est appelé à s'étendre, remettant en cause le principe de base du service public, suivant lequel la taxe est la même pour tous les usagers. Le gouvernement a annoncé l'ouverture de téléports, permettant aux trusts de contourner le réseau des PTT pour les

communications internationales voire nationales (cf. encadré). Quant à l'introduction de la TVA, elle est prévue pour 1988 et se traduirait par un petit cadeau de sept milliards pour les entreprises.

Le gouvernement accentue progressivement tout ce qui rapproche la DGT d'une entreprise fonctionnant selon les lois du marché. Il prépare ainsi le ter-

UNE PREMIERE BRECHE

Longuet a annoncé, le 29 août, la création d'un premier téléport à Poitiers. Un second est annoncé maintenant pour Metz. Un téléport est une enclave échappant au monopole et à la taxation des PTT. Disposant d'antennes paraboliques, il permet de faire transiter par satellite, entre deux téléphones, des programmes informatiques, des banques de données, des images, d'un bout à l'autre de la planète. Ecrémant les liaisons les plus rentables, ces zones franches offriront des tarifs de 40 à 50 % moins cher que

les PTT. Le cadeau est considérable pour des sociétés comme IBM-France, qui dépense près de deux cents millions de francs par an uniquement en communications internationales. Quant aux communications nationales, elles risquent d'emprunter rapidement ce chemin dès que plusieurs téléports existeront.

La suite est facile à prévoir : baisse de recettes pour la DGT, hausse de tarif pour les petits usagers. Avant même le vote de la loi, la mise en concurrence des PTT s'organise.

rain à la loi qui devrait être promulguée avant fin 1987 précisant comment sera organisée la concurrence, et

quelles missions de service public la DGT devra continuer à exercer.

Alain Lerichard

METALLURGIE-LYON

TAC AU TAC ANTIRACISTE

Solyvent-Ventec (ventilateurs industriels), une usine de deux cent soixante-dix salariés où l'on est bien décidé à ne plus laisser passer les « petites phrases » racistes...

□ De notre correspondant

Mille cinq cents morts ? Ce n'est pas assez », avait déclaré le chef de l'atelier de tôlerie à l'un des ouvriers, de nationalité camerounaise, qui lui demandait l'autorisation d'afficher un appel à la solidarité aux victimes de la catastrophe du lac Nyos, au Cameroun. Rappelons qu'il y avait eu mille cinq cents morts et plus de deux mille blessés. Immédiatement alertés, les délégués du personnel CGT somment l'individu de s'expliquer. « Mensonge », dira le chef, prétextant l'absence de témoins. Aussitôt, les délégués demandent une entrevue à la direction qui promet un rendez-vous dans la matinée. Embarras ou mépris de l'affaire, la journée se passera sans qu'elle daigne donner signe de vie. Le lendemain, dès 8

heures, la quasi-totalité des travailleurs immigrés de l'entreprise débrayent, soutenus par les élus du personnel.

Enfin la direction se déplace. Alors, les bouches s'ouvrent et les témoignages affluent sur les fréquents propos racistes tenus par le chef d'atelier : « Si t'es pas content, retourne dans ton pays », et tant d'autres « petites phrases »... Ce sont aussi les pressions contre les porteurs du badge « Touche pas à mon pote », sans oublier l'étalage des faits d'armes pendant la guerre d'Algérie. Les travailleurs demandent une ferme mise au point de la direction, ainsi que des excuses publiques du chef. Ils avertissent la direction que l'affaire sera portée sur la place publique. Un communiqué de presse est rédigé (*L'Humanité-Rhône-Alpes* et *Libération-Lyon* s'en

feront l'écho) et contact est pris avec la Ligue des droits de l'homme, le MRAP, l'ASTI de Lyon et le comité Stop-Racisme lyonnais, qui se sont tous engagés à intervenir.

Deux poids, deux mesures ! Dans le même temps, l'atelier de soudure connaît un débrayage fort suivi, pour protester contre la menace de licenciement qui pèse sur un soudeur, accusé d'avoir dit « merde » à un chef. Deux jours plus tard il est bel et bien licencié ! Aussitôt, une pétition liant les deux affaires est adressée à la direction, qui s'est refusée à désavouer le chef raciste, prétextant qu'il existe « deux versions contradictoires des faits ». Néanmoins, elle s'est sentie obligée de rappeler par affichage que les propos racistes n'ont pas place dans l'entreprise. Une demi-victoire pour les antiracistes mais une riposte du tac au tac qui fera date.

UNE JEUNESSE DANS LE COLLIMATEUR

Fidèle à sa philosophie sécuritaire, le gouvernement veut maintenant terroriser les toxicomanes. Toute une jeunesse n'aura bientôt plus pour horizon que les tracasseries policières et la prison.

Décidément, le gouvernement aime les discours musclés. Après avoir voulu « terroriser les terroristes » avec le succès que l'on sait, il veut maintenant terroriser les toxicomanes. Le tonnerre gronde, mais Chalandon, comme avant lui Pasqua et Pandraud, a probablement avant tout le souci d'une certaine rentabilité politique. Le cabinet du ministre de la Justice est aux mains des magistrats les plus réactionnaires de la place de Paris. Syndiqués de l'Association professionnelle des magistrats (APM) et de

l'Union syndicale de la magistrature (USM) s'y sont taillés la part du lion. Des spécialistes de l'ordre moral qui, l'œil rivé sur la ligne bleu-blanc-rouge de la prochaine présidentielle, entendent récupérer les électeurs de Le Pen.

Mais, une fois de plus, cette récupération des soifards de la sécurité va se faire à bon compte sur le dos de ceux qui n'y peuvent rien. Chalandon aboie mais la caravane — des gros trafiquants s'entend — va continuer de passer et de prospérer. Les mesures annoncées à grand fracas la

semaine dernière ne s'attaquent même pas au problème de la distribution de la drogue, ni même à la toxicomanie. La cible, c'est l'individu, le toxicomane rebaptisé délinquant. Du même coup, le problème devient plus facile à régler. Il suffit d'enfermer les « hors-la-loi », de cacher ce que de bonnes consciences confortables ne sauraient voir.

Inspirer la crainte

La nouvelle philosophie, dit le ministre de la Jus-

tice qui n'a pas peur des mots, c'est d'inspirer la crainte. Alors, on réprime d'abord, on prévient ensuite. Une absurdité qui a même fait sursauter certains politiciens de droite. « Si la peur suffisait à dissuader un toxico, explique un éducateur, il aurait déjà bien assez des souffrances qui accompagnent l'état de manque. Voilà une dizaine d'années que les institutions concernées en ont pris conscience. La politique de répression a cédé le pas à la prévention. Et c'est bien avant 1981 que les derniers centres d'enfermement pour toxicomanes ont été fermés. »

Mais Chalandon et consorts n'ont cure des expériences passées. Comme bientôt les prisons, les centres de désintoxication vont être construits par des entreprises privées. Sur Paris, quatre unités de plus de cent lits sont à l'étude. Ils dépendront de la Chancel-

lerie et non de la Santé. Les « délinquants » y seront internés de force, sous mandat. « Même à la grande époque répressive, se souvient un éducateur, un toxicomane qui, pour une raison ou une autre, était en prison bénéficiait d'un acte de libération pour se faire soigner. De plus, je me souviens très bien qu'aucun éducateur ne voulait aller travailler dans ces centres. On n'y trouvait que les contractuels ou les jeunes titulaires qui saisisaient la première occasion pour fuir la violence qui y régnait. »

Jusqu'à la semaine dernière, pour les médecins et les travailleurs de la santé, le premier principe était de n'entreprendre aucune cure sans l'accord du toxicomane. « La procédure à suivre pour entrer à Marmottan ou dans d'autres structures est peut-être longue, pas toujours adaptée aux cas d'urgence. Elle est sujette à amélioration, mais elle a le mérite de respecter l'autonomie de l'individu. Et, de toute façon, on n'a jamais vu personne arrêter de se piquer sous la contrainte. »

« En outre, ajoute un jeune lycéen fumeur, c'est une absurdité de parler de drogue, de fume ; quant aux gens qui se piquent, on n'en parle pas et on se dit toujours qu'on n'arrivera jamais à ce stade. Mais si les flics nous enferment avec ceux qui prennent des drogues dures, c'est presque sûr qu'on s'y mettra aussi. Ce

EDITORIAL DES FEUILLES D'ENTREPRISE

Eh, Chirac, touche pas à la Sécu !

La Sécurité sociale ? Ils veulent lui infliger le traitement de choc appliqué à l'emploi. Tout pour la rentabilité, rien pour le salarié. Un patron, pour faire des économies sur le prix de la production, n'hésite pas à licencier. En plus, il se sert du chantage aux licenciements pour imposer à ceux qu'il garde et à ceux qui cherchent un emploi la précarité, la flexibilité, la liquidation des acquis. Le chômage, c'est tout profit pour les patrons. Et ils veulent maintenant s'en servir contre la Sécu.

La rentabilité contre les vieux

Par définition, la Sécurité sociale n'a pas à être rentable. La base du système de protection sociale, c'est de considérer que la maladie, l'accident de travail, la vieillesse ne sont pas des risques individuels mais sociaux et collectifs. Que vous soyez ouvrier professionnel, CRS ou bonne sœur, donc quelle que soit votre utilité collective, vous avez droit au remboursement, parce que les luttes des travailleurs ont imposé cela depuis des décennies.

Or, les patrons et le gouvernement (de gauche à l'époque) ont imposé que la perte de travail soit moins collective et davantage individuelle. D'où des allocations chômage qui prennent l'allure de minimum vital et non plus de juste indemnisation sociale.

Après s'être attaqués aux chômeurs, le gouvernement (de droite aujourd'hui) et le patronat s'en prennent aux personnes âgées. Sacré courage ! Un vieux, disent les « libéraux », ce n'est pas rentable. Il faut cesser de considérer le vieillissement comme un risque social, estiment-ils. Et de joindre le geste à la parole.

Les longues maladies ? Fini le remboursement à cent pour cent dont bénéficiaient les personnes âgées. Que les vieux paient ! Le forfait hospitalier ? Il grimpe de 21 à 31 francs, en attendant qu'une partie plus importante passe à la charge des hospitalisés. Et vous connaissez le pourquoi de ces mesures, selon Philippe Séguin ? « Pour éviter les hospitalisations abusives des vieux dans les hôpitaux, notamment psychiatriques. » Dehors, les vieux, à la rue...

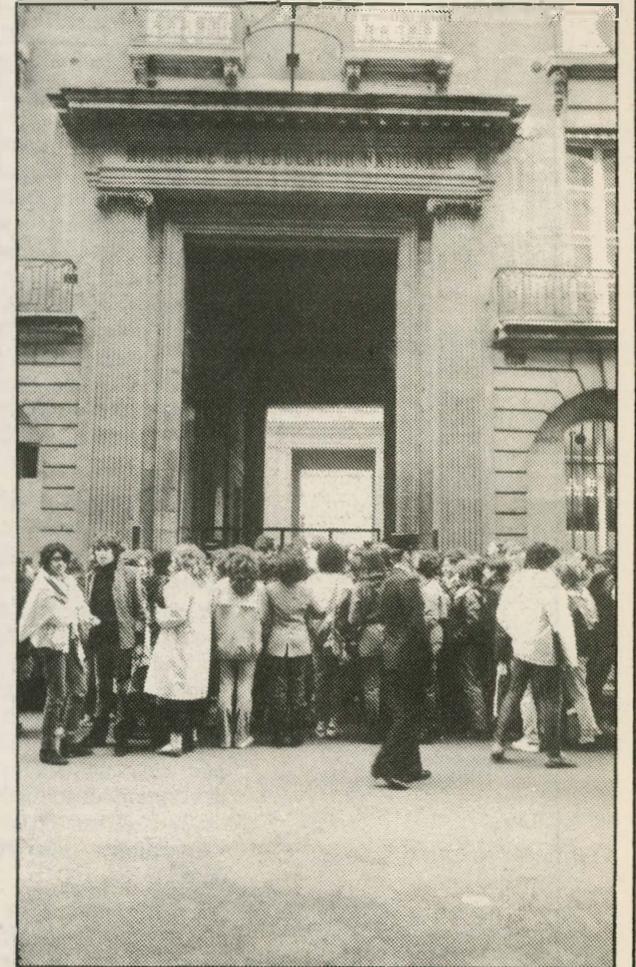
Restent les médicaments dits de confort. Chaque fois que le gouvernement veut réduire le remboursement des médicaments, ils deviennent « de confort »... Vous prenez des médicaments pour être mal, vous ? Rien moins que la moitié des 4 000 médicaments seraient moins ou pas remboursés. Au passage, on supprimera les remboursements pour les appendicites et autres amygdalites, opérations de confort sans doute...

Défendons la Sécurité sociale !

Non seulement il n'y a pas de boulot pour les jeunes, si ce n'est des p'tits boulots ou des TUC, il n'y a plus de boulot pour les autres et la précarité pour tous, mais, en prime, on a moins de Sécu. Une Sécu affaiblie, amoindrie, avant des attaques qui viseraient à l'abattre.

Bientôt Chirac nous dira : soyez malades à votre compte et prenez une assurance ! Comme celle de la voiture, celle-ci marchera au bonus-malus et vous devrez payer des primes incroyables. Eh bien non ! Le sale boulot du gouvernement de gauche contre la Sécu, les attaques de Chirac aujourd'hui, tout cela implique une riposte d'urgence. Maintenant.

Quand on a accès à l'éducation ou aux loisirs, on se passe plus facilement de « dope ».



sera le même système qu'en prison où l'on entre pour un vol à l'arraché et d'où l'on sort avec une idée de casse. »

Pour la plupart des consommateurs de colle, de « hasch » ou d'héroïne, estiment beaucoup d'éducateurs, la drogue c'est avant tout un moyen de sortir dix minutes de vingt-quatre heures d'enfer. Pour amener un jeune à renoncer à la drogue, il faut lui proposer quelque chose. Quand on a accès à l'éducation et aux loisirs, on se passe plus facilement de dope. Les jeunes des lycées chics, consommateurs occasionnels, suffisent à le prouver.

La loi du plus fort

Mais il n'est pas dans la logique du gouvernement de considérer ces évidences. Au contraire, les associations en milieu ouvert, les foyers d'accueil, qui offraient un lieu de répit et parfois d'activité aux jeunes des banlieues, sont sur la touche. Le peu de subventions qui leur était accordé

ne sera pas renouvelé. Autant de soupapes, de lieux de rémission qui vont disparaître. « Il n'a jamais été question pour un éducateur, précise l'un d'eux, de croire qu'il pouvait résoudre les problèmes de cette société. Mais cela ne nous empêche pas de nous battre pour essayer de préserver le minimum nécessaire, à savoir une chambre ou un studio, et surtout revendiquer le droit aux loisirs, aux vacances pour tous les mêmes, le droit à une école qui ne soit pas un pensum, le droit enfin à un vrai boulot et non pas à un petit, comme la mode CNPF les préconise en ce moment. »

La philosophie de Chalandon, bien partagée par le reste du gouvernement, n'a qu'un nom déjà bien connu : libéralisme. La loi du plus fort condamne à la taule, à l'asile et même à l'expulsion tous ceux qui ne sont pas rentables. Ce serait bien étonnant que les juristes de l'APM n'aient en effet pas concocté à bon escient un nouveau barème de peines pour les usagers. Le minimum encouru ne



Pour des centaines de milliers de jeunes, la loi du plus fort, la taule, l'asile.

correspond-il pas au nouveau critère d'expulsion pour les jeunes immigrés ?

Tout cela s'accompagne d'un bon relent pétainiste. Les familles sont conviées à avoir le même sursaut que le gouvernement ; les pères et les mères se voient invités à

conduire leurs enfants à l'école ; la « communauté naturelle », comme ils disent, retrouve droit de cité. Elle participe au contrôle policier et se doit, au terme des nouvelles mesures, de dénoncer les consommateurs.

La nouvelle chalandonnette (c'est ainsi que des lycéens qualifient déjà la nouvelle loi) rassurera qui voudra se laisser rassurer. Mais les amis, parents et toxicomanes vont se trouver, eux, de plus en plus isolés. Il faut être comme

Chalandon et avoir toujours préféré renifler l'odeur du fric — et même du pétrole par avion-renifleur interposé — pour plaider le contraire.

Flora Chénétier

LE PATRIARCHE »

DROLE DE PAROISSIEN

C'est avec l'association le Patriarche que Chalandon entend mener sa guerre contre la drogue. De quoi faire froid dans le dos, quand on en connaît l'histoire.

Le toxicomane se voit brutalement assimilé à un délinquant.



Chalandon aime les symboles. L'association privée qui recueille toutes ses louanges a pour nom le Patriarche.

Difficile de trouver mieux, pour un défenseur de l'autorité et de l'obéissance comme lui.

Mais cette association n'a pas seulement l'aspect d'une secte répressive, elle en a aussi la nocivité. « J'ai eu un jour, raconte un éducateur de l'Education surveillée, la possibilité de sortir un toxicomane de prison. La justice acceptait la sortie, à condition que le jeune subisse une cure de désintoxication. J'ai d'abord fait le tour des institutions comme Marmottan et autres services, mais dans tous les cas le jeune devait se préparer à une série d'entretiens préalables ; il devait démontrer son désir de subir une cure de désintoxication. Or, vu la situation de crise et d'urgence dans laquelle il était, vu ses déboires avec la justice, il n'était pas en mesure de patienter et d'affronter ces délais. En désespoir de cause, j'ai téléphoné au Patriarche qui a tout de suite accepté de l'accueillir. L'association le prenait mais le problème, c'est qu'elle allait refuser de le rendre. »

Le « Patriarche », en l'occurrence un dénommé Lucien Engelmayer, ne fait pas dans la dentelle. Dès l'arrivée, c'est la fouille complète. Les papiers d'identité sont confisqués. Les coups de téléphone à l'extérieur sont interdits, et l'organisation du travail dans le centre menée à la baguette.

La trique

« Quand j'ai laissé le jeune, j'avais demandé qu'on me tienne au courant de l'évolution, ainsi que sa famille. Surtout, je proposais de travailler en liaison avec leurs éducateurs. Mais ils ne m'ont jamais appelé. Engelmayer a ses apôtres, d'anciens toxicos reconvertis en désintoxiqueurs, qui veillent sur les nouveaux venus comme des gardes-chiourmes et empêchent tout contact avec la famille et le milieu d'origine. »

L'association se vante de préparer ainsi ses pensionnaires à la réinsertion. Elle prétend former à divers

corps de métier. En fait, les jeunes servent de main-d'œuvre dans des chantiers ou à des travaux campagnards très durs. Et ce, avec pour récompense une rémunération dérisoire : 500 francs par mois dans le meilleur des cas. La règle ? L'assistanat et surtout l'obéissance. « Le toxicomane est considéré comme du bétail. Le jour où j'ai amené le jeune, on m'a fait visiter. On entrait dans les chambres, ou plutôt les cellules, sans se soucier de savoir si on dérangeait. Et la visite s'accompagnait de propos salaces ou orduriers. C'est un univers carcéral de violence latente, la pression est constante. Les pensionnaires sont désintoxiqués mais surtout rééduqués dans le respect du père, du sauveur. »

Empire douteux

En 1982, l'association a d'ailleurs été l'objet d'une enquête de la part de l'Inspection des finances. Le rapport recommandait à la DASS de supprimer les subventions qu'elle accordait jusqu'alors et l'organisation semblait, aux yeux du rédacteur, « moins destinée à arracher le toxicomane à la drogue qu'à l'obliger à rester au sein du Patriarche qui accroîtrait ainsi son empire. »

Le Patriarche a en effet

des allures sinon d'empire, du moins de multinationale. L'affaire, qui compte aujourd'hui quatre-vingts centres en France, possède des dimensions européennes et... bien opaques. Elle a par exemple reçu une aide du Parti ouvrier européen (POE), mouvement dont les liens internationaux et la philosophie d'extrême droite sont notoires. Le Patriarche n'a pas grand-chose à voir avec un réel centre de désintoxication. D'ailleurs, Engelmayer fabriquait des meubles, avant de se reconvertir brutalement dans l'aide aux « drogués ».

Comme le précise notre éducateur : « Enfin, pour terminer l'histoire du jeune qui avait échoué au Patriarche, au bout de cinq mois, comme tant d'autres, il a fugué, sans papiers, sans argent. Quand j'appelais, on m'affirmait qu'il était transféré dans un autre centre. Quand on l'a retrouvé, il ne voulait plus entendre parler de désintoxication. Il est mort quelques mois plus tard d'une overdose. »

C'est avec cette institution que Chalandon veut, comme il l'a dit lors de sa conférence de presse, « travailler de façon privilégiée ». C'est elle qu'il donne en exemple de ce que devront être les centres d'internement à bâtir par le secteur privé. Sans commentaires !

F. C.

L'INCANTATION POUR TOUTE LIGNE ?

Dans son numéro du 13 septembre, Lutte ouvrière a répondu à la dernière déclaration de la LCR sur la situation actuelle. Un commentaire qui vaut d'être commenté.

Tout commence par un méchant procès d'intention. Alors que la déclaration du CC de la LCR (voir *Rouge* du 4 septembre) décrit le gouvernement Chirac comme « le plus réactionnaire que la V^e République ait connu », dans son commentaire, *Lutte ouvrière* s'indigne : cela peut « laisser entendre qu'avant, en particulier de 1981 à 1986, quand la gauche gouvernait, c'était tout de même moins dur pour les travailleurs ». La dénonciation de Chirac, aux yeux de LO, « présente l'énorme inconvénient de pouvoir être signée par le Parti socialiste », candidat à l'alternance gouvernementale.

Se complaisant dans une attitude gauchiste, LO se contente donc de répéter que tous les chats capitalistes sont gris. Certes, un gouvernement bourgeois, de droite, de gauche ou du centre, gère les affaires de la bourgeoisie. Mais tous les gouvernements ne peuvent pas les gérer de la même manière. La capitulation de la gauche, pendant cinq ans au gouvernement, a ouvert la voie au retour de la droite aux affaires. Les directions socialiste et communiste, en démobilisant les travailleurs et en démoralisant nombre de leurs électeurs, ont créé les conditions d'une modification importante de la situation politique. La droite et l'extrême droite ont progressé. La situation est plus difficile pour les travailleurs.

Droite et gauche

Cela veut-il dire que Fabius, Mauroy (ou Mitterrand) c'est ou c'était mieux que Chirac. Non, évidemment. Tous veulent gérer la crise sur le dos des travailleurs et au profit des capitalistes. Mais Chirac, mis en place après que la gauche a fait le sale boulot, veut aller plus loin qu'elle. Sa politique prépare une offensive en règle contre les conquêtes ouvrières essentielles. La politique de Chirac est la plus réactionnaire que la V^e République ait connue, parce qu'au contraire de

celle de De Gaulle qui fut principalement axée sur une tentative d'intégration du mouvement ouvrier rendue possible par l'expansion capitaliste des années soixante, celle-ci répond aux impératifs des possédants en période de crise.

La gauche au gouvernement a fait et ferait une politique anti-ouvrière. Mais les leçons du passé et les avertissements pour l'avenir ne peuvent pas tenir lieu de ligne pour l'heure. Car, aujourd'hui pour les travailleurs, le problème c'est Chirac, la politique qu'ils subissent. C'est contre cela qu'il faut les aider à trouver la voie de la lutte et à juger de l'orientation que leur proposent le PS, le PCF, les directions syndicales.

Expérience et méfiance

« La question clé, l'enjeu immédiat, c'est la mobilisation unitaire de tous les travailleurs et toutes les organisations ouvrières pour mettre Chirac en échec. » Cette affirmation, contenue dans la déclaration du CC de la LCR, nous vaut le courroux de LO. « Les mobilisations unitaires des travailleurs et de leurs organisations vont toujours de pair dans la langue de bois des dirigeants de la LCR (dans le vocabulaire comme dans leur politique). » Parce que, dans le style délié et alerte de LO, mobilisation des travailleurs et unité des organisations ouvrières s'opposent terme à terme. Ça fait peut-être très lutte de classe sur le papier, mais dans la réalité cela ne peut que nourrir l'inaction et la passivité face aux directions ouvrières.

Quel travailleur aujourd'hui ne sait pas qu'un des principaux obstacles qu'il rencontre sur la voie de la nécessaire mobilisation est précisément la division syndicale ? Qui ne voit pas que l'unité d'action sans être naturellement une garantie, est un encouragement à la lutte ?

A tout cela LO répond : « Le mot "unité" n'est pas le

mot magique de la lutte de classe ! » En se refusant à défendre et à promouvoir l'unité dans les luttes (pas dans les élections, bien sûr), LO donne pour seule perspective aux révolutionnaires de « susciter la méfiance des travailleurs à l'égard des directions réformistes ». Mais pourquoi diable l'unité dans les luttes serait-elle contradictoire avec le renforcement de la méfiance des travailleurs envers les directions traditionnelles du

mouvement ouvrier ? La méfiance, qui existe déjà dans des couches significatives de salariés en raison des performances gouvernementales de la gauche, ne peut qu'être accrue par l'expérience de la passivité de ces mêmes directions face à la droite ou de leur comportement, vis-à-vis de la lutte unitaire.

Une ligne de mobilisation unitaire est aussi le seul moyen d'expliquer concrètement aux travailleurs qu'il ne faut pas attendre les échéances électorales mais, dès maintenant, préparer et faire les grèves qui peuvent contraindre le gouvernement à reculer, voire encore mieux, à céder la place à un autre, aussi fidèle aux travailleurs que celui-ci l'est aux possédants. C'est ainsi, comme nous en sommes d'accord avec LO, qu'on peut convaincre « qu'il y a une autre perspective que l'Union de la gauche ou la résignation ».

Ce langage-là, porté par

la conviction et l'activité des révolutionnaires dans les entreprises, a davantage de chances d'être entendu et compris par les travailleurs et les militants ouvriers à la recherche d'une politique que tous les prêches aussi abstraits qu'intemporels sur la « méfiance » envers les directions traitres. La méfiance a besoin d'autre chose que d'un miroir pour devenir une force qui compte dans la classe ouvrière. Les propositions que fait la Ligue, pour la mobilisation et pour la discussion, à tous ceux et celles qui ne veulent pas rester les bras croisés face à la situation présente, visent à regrouper cette force pour donner une alternative anticapitaliste. C'est-à-dire répondre à l'attente de milliers de travailleurs et travailleuses qui ne se reconnaissent plus tout à fait dans leur organisation, expriment des critiques à son égard, cherchent une solution de rechange.

Charles Michaloux

DROIT D'ASILE

DENI DE JUSTICE

Le procès de Jose-Maria Bereciartua, dit « Txema », le 17 septembre, est à l'image de l'injustice dont sont quotidiennement victimes les réfugiés basques en France.

De notre correspondant

M ercredi 17 septembre avait lieu à Pau le procès de Jose-Maria Bereciartua, dit Txema, militant basque espagnol, réfugié en France bénéficiant du statut de réfugié politique. Ce statut, après lui avoir été accordé en 1976, puis retiré en 1979 sur décision de Giscard, lui fut rendu en 1984 après un procès en appel, le conseil d'Etat cassant la décision de 1979.

Lors de ce procès, M^e Jacques Vergès, « ténor du barreau », était le défenseur de Txema. Basant les trois quarts de sa plaidoirie sur une défense politique, il souligna les contradictions de l'argumentation du représentant du parquet par rapport au droit français et aux conventions internationales signées par les gouvernements français successifs.

Ainsi, parler de garanties juridiques offertes par la nouvelle démocratisation en Espagne alors que diverses instances internationales reconnaissent l'existence de la

torture au Pays basque, que le dernier rapport d'Amnesty International sur le sujet est accablant, relevait d'une volonté délibérée de nier la réalité.

Enfin, M^e Vergès souligna que l'un des faits reprochés à Txema ne pouvait pas lui être imputé puisqu'au même moment il était assigné à résidence dans les Alpes... ce qui jette un doute sérieux, s'il en est besoin, sur les autres accusations.

En fait, le procès du 17 septembre s'inscrivait dans une suite d'attaques répétées contre le droit d'asile en France. En 1979, prenant prétexte de la « démocratisation » en Espagne, Giscard fit supprimer l'obtention du statut de réfugié politique pour les militants basques. En 1984, le gouvernement Fabius fit extraire quatre militants qui ne bénéficiaient pas du statut de réfugié politique. Face aux mobilisations, le gouvernement de l'époque fut obligé de s'abriter derrière de prétendues « garanties » pour les accusés, disant à

mots couverts que la police espagnole ne les torturait pas.

Même si cette hypocrisie était patente dans le mouvement ouvrier ou les organisations de défense des droits démocratiques, bien peu de voix « officielles » se firent entendre. Le PS soutint le gouvernement, le PCF s'embarlificota dans des déclarations confuses de défense du droit d'asile, sauf pour les « terroristes », les syndicats brillèrent par leur silence.

Le procès de Txema est malheureusement une première : il s'agit purement et simplement de la négation du statut de réfugié politique. Et la défense du droit d'asile, du statut de réfugié politique reste une question d'importance. Ce n'est visiblement pas ce chemin qu'ont pris les organisations du mouvement ouvrier. Puisque la LCR s'est retrouvée bien seule, en compagnie du comité Euskadi de Pau, au rassemblement devant le palais de justice le matin du procès.

Jean-Pierre Palois

FEMMES SUR PAPIER GLACÉ

Par sa seule existence, la presse « féminine » atteste de la différenciation des rôles sociaux entre hommes et femmes. Et surtout, elle est un indicateur des évolutions en cours.

Il n'est pas négligeable de constater qu'à partir de 1982 les publications féminines sont — après une phase de récupération des idées féministes — l'un des vecteurs principaux d'une « nouvelle » idéologie. On proclame volontiers la mort des luttes féministes — rejoignant en cela les fossoyeurs du militantisme en général —, on érige en modèle la « nouvelle femme », celle qui sait concilier égalité sociale et « retour à la féminité ».

Dans les magazines populaires, la « réussite » prend un visage traditionnel.

Le développement de magazines pratiques à gros tirage, sur un marché sur lequel on avait pourtant estimé saturé, atteste pour sa part d'un regain de faveur de publications aux multiples conseils destinés à gérer au mieux le quotidien... Période de crise oblige !

Nouveau « look »

Tous les périodiques féminins abordent un certain nombre de thèmes identiques et immuables, qu'il s'agisse des recettes de cuisine, de la mode, des conseils de beauté ou de l'éducation des enfants. La différence réside dans la manière de les traiter. Quand *Marie-Claire* ou *Elle* sortent des numéros spéciaux pour présenter les collections des grands couturiers, les titres à vocation populaire montreront prioritairement les modèles du prêt-à-porter. Signe des temps, la plupart d'entre eux ont d'ailleurs renoué avec la tradition en intégrant des patrons pour confectionner soi-même les vêtements de la famille.

La façon de traiter les thèmes « éternels » indique une évolution réelle. Ainsi, les conseils de beauté occupent toujours la place centrale, mais il y est désormais largement question d'entretien du corps et d'épanouissement individuel. « Se sen-

Des publications qui renvoient aux femmes une représentation simplifiée et narcissique d'elles-mêmes.



Si le féminisme est mal parti, l'heure n'est pas à un strict retour en arrière.

tir bien dans sa peau » devient une obligation nouvelle qui rivalise avec l'art de se faire un maquillage d'enfer pour être « la plus belle pour aller danser »... L'image de la « femme actuelle » suppose nouvelles contraintes et sport quasiment obligatoire. On peut en trouver le ton insupportable, mais le déplacement est réel : du « tout pour l'homme » à l'affirmation de soi.

Par ailleurs, au-delà de ces thèmes, au fur et à mesure des luttes menées par les femmes, la presse

féminine s'est efforcée d'intégrer des questions devenues incontournables, comme le travail ou la sexualité. Le divorce, l'avortement, les femmes battues ou le viol ne sont plus sujets tabous, même s'ils mettent à mal le mythe entretenu dans ces périodiques, du « bonheur d'être femme ».

Rubriques éloquentes

Très significativement, les journaux féminins ont désormais d'importantes rubriques portant sur les droits en matière de travail, de législation sociale ou familiale. Rubriques également récentes, celles qui, sous divers vocables — solidarité, entraide et autre « main tendue » —, tentent de créer une « communauté de communication » entre femmes. Il faut lire ces pages pour avoir une idée actualisée de l'oppression des femmes. Tout y est : le chômage, les coups de mari violent, la culpabilisation d'être une « mauvaise mère »...

La femme au foyer qui sait garder son homme, c'est le modèle ancien. Aujourd'hui, pour les magazines les plus « branchés », haut de gamme, la référence essentielle est la réussite professionnelle. Les portraits de femmes « leaders », chefs d'entreprise, se sui-

vent et se ressemblent. Celles qui « osent et innover » font la une, chics, féminines et efficaces.

Si l'on joue toujours la carte de la « promotion féminine », on évite tout ce qui pourrait sembler revendicatif pour prôner l'individualisme et l'esprit de compétition. A ce niveau, la régression, le contournement des idées féministes sont flagrants.

Dans les magazines populaires, la réussite prend un visage plus traditionnel pour devenir l'art de « concilier les rôles ». A force d'ingéniosité et de sens pratique, la femme des années quatre-vingt y est présentée comme sachant s'adapter à la crise. Mais on n'y remet pas en cause le droit de travailler. Et si l'affirmation tapageuse de la valeur « famille » et la valorisation du mariage (« égalitaire ») ont refait surface, il n'est plus rare de voir en fin d'article les coordonnées du Planning familial ou de SOS-Femmes battues.

Dernier sujet tabou

L'attrait de cette presse auprès des femmes est réel. Toutes — féministes comprises — la lisent plus ou moins régulièrement « pour voir » ou parce qu'il y a toujours un article pas si bête ou quelque conseil utile. Mais l'essentiel est peut-être que ces publications nous renvoient une représentation simplifiée et narcissique de nous-mêmes, consolatrice d'une réalité qui, elle, ne ménage pas tant les femmes. Les messages idéologiques s'y fraient d'autant mieux leur chemin.

Au fait, s'il n'y est plus guère question de féminisme, il n'y est pas non plus — il n'y a jamais été — question de politique. Ou alors vraiment par le petit bout de la lorgnette, la préférence allant aux portails intimistes de « leaders » politiques ou aux interviews insipides de leurs épouses.

On peut lire, sans honte, la presse féminine, et — mieux — analyser ce qu'elle reflète comme valeurs dominantes. Il n'en reste pas moins vrai que la réalité est ailleurs. Et qu'on est bien contentes quand sortent les *Cahiers du féminisme*.

Danièle Lacoste

MEURTRES LÉGITIMÉS EN KANAKY

Un juge d'instruction de Nouméa, François Semur, a rendu une ordonnance de non-lieu dans le procès des assassins de Hienghène. Au cours d'une embuscade, les sept agresseurs, qui avaient reconnu les faits, avaient abattu dix militants du FLNKS, issus de la tribu de Tiendanite, et en avaient blessé quatre. De plus, ils avaient mis le feu aux cadavres — parmi lesquels se trouvaient deux frères de Jean-Marie Tjibaou — ainsi qu'aux véhicules des militants indépendantistes immobilisés sur la route que barrait un cocotier.

Guet-apens pour un massacre. Eh bien, M. François Semur traduit cela par « *légitime défense* » et ordonne un non-lieu ! Le juge — qu'il ne faudrait bien entendu surtout pas soupçonner de préjugés anti-Kanaks — explique son interprétation en déclarant, dans son ordonnance, que les inculpés se sont sentis abandonnés par la force publique, dans un contexte marqué

par les barrages indépendantistes. Le tout est emballé dans des formules du type : « *carences et défaillances de l'autorité publique (...) dans une société désagrégée* ».

Pour tous ceux qui pensent que nous en rajoutons sur le thème de la justice coloniale, voilà une démonstration qui a un mérite, même si c'est le seul : celui de la limpidité. Durant des mois, la justice a entassé des militants kanaks dans la prison de Camp-Est à Nouméa. En juin dernier, Sylvestre Nemoara se voyait condamné à dix ans de prison, à la suite des événements de Koindé-Oupoin en 1983. Deux gendarmes mobiles avaient alors été tués au cours d'affrontements. Les militaires qui ont abattu Eloi Machoro et Marcel Nonnaro et ceux qui en ont donné l'ordre n'ont rien à craindre de cette justice-là. Car rendue à la tête du client, elle est à la mesure de la société qui l'a créée.

HATTI LE MECONTENTEMENT GRANDIT

Mille personnes ont manifesté jeudi 25 septembre à Saint-Marc, à cent kilomètres au nord de Port-au-Prince. A l'appel de l'église catholique et de l'Association démocratique de soutien et de solidarité saint-marcoise, les manifestants protestaient contre la détention sans jugement de plusieurs prisonniers dans le district. Plusieurs pancartes réclamaient également le départ du Conseil national de gouvernement (CNG).

C'est également le verdict qui émane du bilan du gouvernement dressé par les partis d'opposition réunis à cette fin. Neuf mois après le départ du dictateur, la population attend toujours la démocratie. Une des gouttes d'eau qui a commencé à faire déborder le vase a été l'annonce, le 19 septembre d'un décret concernant l'Assemblée constituante. Sur soixante et un députés, vingt seront nommés. Et les autres ne pourront être que des notables, propriétaires ou ayant exercé une profession connue.

COURTS... METRAGES

ALSTHOM-SAINT-OUEN FORTE MOBILISATION

Deux cents ouvriers ont investi la salle de la réunion extraordinaire du comité d'établissement à Alsthom-Saint-Ouen (CGE), vendredi 26 septembre à l'appel de la CGT et la CFDT. Du coup, la réunion ne s'est pas tenue. Elle avait été convoquée par la direction afin de discuter de quatre-vingt-un licenciements prévus dans l'atelier condensateurs, récemment vendu à une filiale du groupe Merlin-Gérin, près d'Anney (voir Rouge n° 1224).

La CGT a proposé de changer l'ordre du jour du CE, de discuter non pas des licenciements, mais des revendications des travailleurs. Par exemple, des huit cents francs pour tous. La direction ne voulait rien entendre, mais les travailleurs l'ont obligée à rester dans la salle jusqu'à l'arrivée de l'huissier, très contents de voir, pour une fois, le désarroi s'inscrire sur les visages des patrons.

Les représentants de FO et de la CGC, venus pour négocier les licenciements, ont dû s'expliquer. « *Je ne vais pas discuter devant les travailleurs* », avait déclaré le délégué de FO ! Sous la pression, ces deux syndicats patronaux (FO a été créée sur l'entreprise par la direction, pendant la grève avec occupation de 1979) se sont finalement engagés à ne pas siéger au CE avant la réunion intersyndicale du 30 septembre. Cela retardera au moins d'autant le départ du dossier de licenciement à l'Inspection du travail et laissera plus de temps pour développer la mobilisation.

La CGT et des salariés des condensateurs maintiennent une surveillance jour et nuit pour empêcher le démantèlement des machines de cet atelier.

STRASBOURG TROIS JOURNEES ANTIRACISTES

Mercredi 24 septembre, sous prétexte de lutte antiraciste, la police intervient dans plusieurs cafés de Strasbourg : insultes racistes envers des étudiants marocains et leur amie française, contrôles d'identité. Six personnes sont embarquées, deux sont maintenues en garde à vue. Deux étudiants qui n'avaient pas leurs papiers, mais qui avaient fait une démarche en ce sens à la préfecture.

Jeudi matin, la préfecture décide de les expulser. Ils doivent être mis deux jours plus tard dans un avion à destination du Maroc. Immédiatement, la solidarité se déclenche par de multiples interventions, auprès du préfet, notamment de la part du Collectif contre les centres de rétention et pour l'égalité des droits, de SOS-Racisme, d'organisations locales, ainsi que des députés PS et PCF, de la CGT, de la CFDT, de la FEN. Sans oublier, on s'en doute, la LCR.

Vendredi, des étudiants français commencent une grève de la faim au centre-ville. Les avocats, utilisant toutes les ressources de la loi, découvrent que l'un des deux étudiants n'est pas expulsable. La préfecture se trouve donc dans l'illegalité.

Vendredi soir, la préfecture, redoutant visiblement que la protestation s'amplifie, fait libérer les deux étudiants et s'engage à régulariser leur situation. La solidarité a réussi à prendre de vitesse l'action policière, mais la vigilance s'impose. D'autant qu'on peut s'attendre à de nouveaux contrôles après le 31 octobre, date d'expiration annuelle des cartes de séjour des étudiants étrangers.

Notons que sous couvert de terrorisme la préfecture de Paris a interdit la manifestation de clôture de la marche, prévue le 10 octobre à Paris.

□ Volley par-là, volley par-ci. Décidément, il n'y a pas un flash d'information sans une petite nouvelle de la petite équipe de France qui gagne tous ses matchs. Bref, les cocoricos fusent à la télé et les commentaires à tendances xénophobes se développent. Et puis... le petit bobo de « notre meilleur » attaquant (mondial pour les uns, européen pour les autres), Fabiani aux mains d'or qui a décroché un contrat en Italie (c'est bien la preuve que...). Et il y en a qui disent que l'important est de participer...

□ Les autorités israéliennes ont nommé trois notables palestiniens maires de Hébron, Ramallah et El Bireh, en remplacement des officiers israéliens qui gouvernaient ces villes depuis 1982. Les maires palestiniens élus en 1976 avaient été destitués car considérés comme proches de l'OLP. La Jordanie s'est empressée de reconnaître officiellement ces nominations.

COSTA RICA LA PISTE US

Les Etats-Unis sont directement impliqués dans la construction d'une piste d'atterrissage pouvant servir à des fins militaires au Costa Rica, près de la frontière avec le Nicaragua.

Selon différents témoignages d'habitants et de personnes y ayant participé, les travaux ont été supervisés par d'anciens bérés verts.

La contra dispose de bases dans la région et on devine sans peine le but de cette piste. Le nouveau gouvernement costaricien a annoncé qu'il n'a fermé ce mois de septembre la piste, par crainte qu'elle ne soit utilisée par la contra et des trafiquants de drogue.

□ Le général Jaruzelski s'est rendu à Pékin. Le POUF et le PC chinois ont rétabli leurs relations. Le POUF est le premier parti d'un pays de l'Est à le faire.

NOSTALGIE FASCISANTE

La dernière vague terroriste a déchaîné l'hystérie de tout ce que le pays compte de nostalgiques de la guerre froide, de l'Occident chrétien et des guerres coloniales. Témoin, l'éditorial d'une revue d'affaires et de gestion des professions libérales, tout particulièrement destinée aux médecins installés en cabinet et intitulée *La Lettre de Médica gestion*. Nous ne résistons pas au plaisir de vous en révéler quelques extraits.

« *La façon la plus efficace de lutter contre le terrorisme est d'en comprendre la nature* », écrit le rédacteur de cette feuille de chou, Jacques Garello, avant de s'interroger : « *Y aurait-il maintenant une guerre de France ? Est-ce la guerre du Liban ? Est-ce la guerre entre l'Irak et l'Iran ? Est-ce la guerre totale que livre Kadhafi à l'Occident ? Est-ce la guerre sainte des mollats contre la chrétienté ?* »

« *Sans doute tout cela à la fois. Mais l'imprécision de la réponse nous oblige à aller plus loin dans l'analyse.* »

« *Et je crois, en allant plus loin, que c'est la même guerre, trente ans plus tard. C'est la guerre qui a pour but de déstabiliser l'Occident en déstabilisant les Etats occidentaux.* »

« *Déstabiliser l'Occident est ce à quoi s'emploie sans arrêt l'Internationale communiste dirigée depuis Moscou. Comme le prouve sans aucun doute le livre d'Edouard Sablier que l'on peut lire et relire, le "fil rouge" rattache tous les terrorismes du monde entier à une seule et même origine : l'URSS.* » On serait tenté d'ajouter : « Vive Le Pen ».

« *Le terrorisme, redoutant visiblement que la protestation s'amplifie, fait libérer les deux étudiants et s'engage à régulariser leur situation. La solidarité a réussi à prendre de vitesse l'action policière, mais la vigilance s'impose. D'autant qu'on peut s'attendre à de nouveaux contrôles après le 31 octobre, date d'expiration annuelle des cartes de séjour des étudiants étrangers.* »

A EN PLEURER

NADINE

S'entraîner au pilotage d'hélicoptère pendant deux ans, monter l'évasion la plus spectaculaire du siècle, la réussir en beauté : tout cela pour se faire cueillir dans un petit coin tranquille de Dordogne. C'est injuste. Nadine Vaujour est arrêtée, et ça devrait fendre le cœur de tous les honnêtes citoyens de ce pays, de ceux qui ne ratent jamais un *Arsène Lupin*, et de leurs enfants qui donneraient dix carambars pour un bon *Robin des Bois*.

Ça doit faire un petit pincement de se réveiller à Paleyrac et de s'endormir le soir à Fleury-Mérogis. Sans ses deux gamines. Et sans espoir de retrouver son braqueur de mec avant l'âge de la retraite. Une deuxième vie préparée obstinément, minutieusement, qui s'effondre à peine commencée : c'est plus émouvant que *La Valise en carton*, quand même.

Je serais flic, j'aurais fermé les yeux. Je serais magistrat, j'accorderais les circonstances atténuantes au bénéfice de la grande classe. C'est bien pourquoi je ne suis ni flic ni magistrat. Si seulement j'étais pilote d'hélicoptère...

Nicolas Jeanson

□ Lundi 29 septembre et les jours suivants, le PCF a réuni son comité central pour discuter de la dégradation de la situation économique et sociale et de l'état des luttes ». Georges Marchais, en ouvrant les travaux, a insisté sur la nécessité de « mener à bien une politique d'ouverture » qui se résume, pour l'instant, à l'organisation de quatre-vingts débats dans l'ensemble du pays.

□ Les révélations d'Alexandre de Marenches, l'ancien chef des barbouzes français, ont provoqué des vagues : les services secrets auraient dans leurs placards des archives allemandes qui mettraient en cause la réputation de résistants, de personnalités de premier plan. André Giraud, le ministre de la Défense, a annoncé qu'il allait faire examiner ces archives. La procédure est telle que celles-ci ont peu de chances d'être effectivement rendues publiques. Secret d'Etat oblige...

ABONNEMENT A DOMICILE		
	France DOM-TOM	Etranger
1. AVEC LA PRESSE DE LA LCR		
1 an d'abonnement à Rouge et Critique communiste	450 F	500 F
2. SIX MOIS DE L'HEBDO ROUGE	160 F	
3. CRITIQUE COMMUNISTE (mensuel), 1 an	150 F	170 F
4. CAHIERS DU FEMINISME (5 numéros)	65 F	75 F
5. INPRECOR (quinzotinaire), 1 an	250 F	250 F
Abonnements par avion : nous consulter.		

Nom.....
Prénom.....
Adresse.....
Formule choisie.....
Règlement à l'ordre de la PEC, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil, ☎ 48 59 00 80

COURTS... METRAGES

UNE CAMPAGNE A TOULOUSE

Mardi 23 septembre, la section de Toulouse de la LCR organisait une série d'initiatives dans le cadre de la campagne électorale. Après avoir échoué dans sa tentative d'aider à mettre sur pied une liste unitaire de l'extrême gauche, la LCR avait finalement fait le choix financier de ne pas présenter ses propres candidats. Il y avait déjà deux listes, celles de LO et du MPPT, capables de rassembler les suffrages d'extrême gauche.

La LCR appelle donc à voter pour LO, compte tenu des rapports que nous entretenons avec cette organisation depuis des années. C'est donc pour présenter l'ensemble de ses positions que la section toulousaine organisait, le 23 septembre, trois initiatives publiques avec notre camarade Alain Krivine : une conférence de presse, un débat avec les cheministes et une réunion publique en soirée. Le débat avec les cheministes du dépôt se tint à l'heure de la pause, dans un café près de la gare. Quinze travailleurs de la SNCF étaient présents, en majorité des syndicalistes CGT mais aussi quelques militants CFDT. Le débat tourna autour des problèmes des journées d'action de la fonction publique et des initiatives unitaires prises sur le dépôt.

Le soir, une centaine de personnes participait à la réunion publique. Invités, le PSU et le PAC prirent la parole, LO et le MPPT ayant refusé. Le faible nombre de participants s'explique largement par le peu d'intérêt de la campagne électorale.

UN APERITIF POUR ROUGE

Le 26 septembre, la section rennaise de la LCR organisait une réunion-aperitif des lecteurs et diffuseurs de Rouge, en présence de notre camarade Christian Piquet, directeur du journal. A travers cette initiative, il s'agissait de relancer la diffusion de notre hebdomadaire et, tout particulièrement, d'impulser la campagne de renouvellement des abonnements militants.

Une quarantaine de personnes participèrent, dans une ambiance sympathique et tendue, à cette réunion, au cours de laquelle furent, on s'en doute, abordées les grandes questions politiques de l'heure : le terrorisme, la préparation des mobilisations dans la fonction publique, l'objectif d'un vaste 6 décembre antiraciste. A la fin de ce pot, les militants de la LCR rennaise rendirent compte de leurs efforts pour dynamiser la diffusion du journal et notamment la vente publique de marche qu'ils organisent tous les samedis matins.

Une initiative qui en appelle d'autres du même type, dans tout le pays. C'est aussi comme cela que prendra corps la grande bataille nécessaire pour défendre Rouge.

Après le débat, les délégués CGT de la Radiotechnique (RTC), invités par la LCR, expliquaient l'affaire RTC et comment ils avaient été condamnés à payer huit jours de grève, sur leurs salaires, aux non-grevistes. Ils reçurent un chèque de soutien de 3 000 francs et 550 francs collectés sur place, afin de les aider à surmonter ces condamnations.

Tous les participants se retrouvaient ensuite autour d'un buffet préparé par les militants et les « marrens sympathisantes ».

Ce « break » de deux heures, fort apprécié, permit naturellement de continuer les discussions avant de finir la soirée par la projection du film de Roman Goupil : *Mourir à trente ans*.

Une journée bien remplie. De l'avis de tous, il faudrait recommencer souvent.

UN APERITIF POUR ROUGE

Le 26 septembre, la section rennaise de la LCR organisait une réunion-aperitif des lecteurs et diffuseurs de Rouge, en présence de notre camarade Christian Piquet, directeur du journal. A travers cette initiative, il s'agissait de relancer la diffusion de notre hebdomadaire et, tout particulièrement, d'impulser la campagne de renouvellement des abonnements militants.

Une quarantaine de personnes participèrent, dans une ambiance sympathique et tendue, à cette réunion, au cours de laquelle furent, on s'en doute, abordées les grandes questions politiques de l'heure : le terrorisme, la préparation des mobilisations dans la fonction publique, l'objectif d'un vaste 6 décembre antiraciste. A la fin de ce pot, les militants de la LCR rennaise rendirent compte de leurs efforts pour dynamiser la diffusion du journal et notamment la vente publique de marche qu'ils organisent tous les samedis matins.

Une initiative qui en appelle d'autres du même type, dans tout le pays. C'est aussi comme cela que prendra corps la grande bataille nécessaire pour défendre Rouge.

DEBAT SUR LE TERRORISME

Après le débat, les délégués CGT de la Radiotechnique (RTC), invités par la LCR, expliquaient l'affaire RTC et comment ils avaient été condamnés à payer huit jours de grève, sur leurs salaires, aux non-grevistes. Ils reçurent un chèque de soutien de 3 000 francs et 550 francs collectés sur place, afin de les aider à surmonter ces condamnations.

Tous les participants se retrouvaient ensuite autour d'un buffet préparé par les militants et les « marrens sympathisantes ».

Ce « break » de deux heures, fort apprécié, permit naturellement de continuer les discussions avant de finir la soirée par la projection du film de Roman Goupil : *Mourir à trente ans*.

Une journée bien remplie. De l'avis de tous, il faudrait recommencer souvent.

FORMATION A PARIS

La LCR organise à Paris un cycle de formation politique de base. Ce cycle est ouvert aux sympathisants et sympathisantes de la LCR, aux lecteurs et lectrices de Rouge et à toutes celles et tous ceux qui sont intéressés par les positions défendues par la Ligue.

Les huit séances auront lieu le mercredi soir à 19 heures, à partir du 15 octobre, jusqu'au 3 décembre. Elles traiteront les thèmes suivants :

- 15 octobre : La lutte des classes dans l'Histoire.
- 22 octobre : La social-démocratie.
- 29 octobre : La Révolution russe.
- 5 novembre : Le stalinisme.
- 12 novembre : La révolution antibureaucratique dans les pays de l'Est.
- 19 novembre : L'oppression des femmes.
- 26 novembre : La révolution permanente.
- 3 décembre : La LCR et la construction d'un parti révolutionnaire.

Pour vous inscrire, envoyez vos coordonnées à : LCR-Formation, 9, rue de Tunis, 75011 Paris. ☎ 43 67 62 62.

COURTS... METRAGES

ARGENTINE DES BOURREAUX OBEISSANTS

Jeudi 25 septembre s'est ouvert en Argentine le procès du général Camps. L'accusé a été chef de la police de la province du Buenos-Aires en 1976 et 1977, les années les plus sanglantes de la répression menée par la dictature militaire. Responsable de cinq mille disparitions, poursuivi pour plus de trois cents violations de droits de l'homme (tortures, exécutions, enlèvements) et passible de vingt-cinq ans de prison, il n'a pas jugé utile, tout comme d'ailleurs son successeur, le général Ovidio Pablo Richeri, de se présenter à l'audience.

Par contre, quatre de leurs cinq co-accusés ont profité de l'occasion pour lire, avant d'être évacués par la police, une déclaration dénonçant le procès comme une parodie, se targuant d'avoir « *défendu la société argentine* » et plaidant l'obéissance aux ordres. Argument qui a déjà servi, en particulier à Galtieri, qui a été relaxé en décembre 1985, et à un bon nombre de sbires de la dictature. A l'heure où l'on reparle de la « guerre sale », le gouvernement recense dix mille disparus. Mais les mères de la place de Mai parlent, elle, de trente mille.

□ Ouverture, mardi 30 septembre à Washington, de l'assemblée annuelle du FMI et de la Banque mondiale. Pas de surprise quant au programme : la dette et les problèmes économiques et monétaires.

RAFLES AU CHILI

Depuis l'instauration de l'état de siège au Chili, le 7 septembre dernier, les rafles massives se succèdent dans les quartiers ouvriers de la banlieue de Santiago. Après la Pintana, où mille personnes ont été arrêtées et cent six traduites en justice, les quartiers de Chiloe et Zapadores, au nord de la capitale, ont été encerclés par l'armée et la CNI pendant plusieurs heures, mardi 23 septembre. Plusieurs centaines d'arrestations ont été opérées. A la Bandera et à San Ramon, le lendemain, six cent cinquante maisons ont été fouillées et plusieurs centaines d'hommes rassemblés dans le stade pour y être interrogés. On dénombre quatre-vingt arrestations.

Mercredi toujours, la CNI a enlevé douze personnes à Puerto Montt et Valdivia, au sud de Santiago. Trois d'entre elles, Nelson Aramburu, Guido Alvarado et Jose Nahuel, sont détenues à la prison de Chin Chin à Puerto Montt. On est sans nouvelles des autres. Une campagne va se développer en France et en Europe pour leur libération.

Les propositions de Reagan ont été faites la veille du jour où la Chambre des représentants doit décider si elle passe ou non outre le veto présidentiel.

Les propositions de Reagan ont été faites la veille du jour où la Chambre des représentants doit décider si elle passe ou non outre le veto présidentiel.



□ Le général Jaruzelski s'est rendu à Pékin. Le POUF et le PC chinois ont rétabli leurs relations. Le POUF est le premier parti d'un pays de l'Est à le faire.



Manifestation de colons en Cisjordanie à l'époque du gouvernement Begin.



L'armée israélienne dans les rues de Naplouse.

LES PALESTINIENS DE L'INTERIEUR (2)

Au terme d'une phase qui a vu la division et une certaine apathie s'emparer de la population palestinienne des territoires occupés, une nouvelle maturation se fait jour. Dans son article, notre correspondant, Michel Warschawsky, revient sur cette situation, à moins d'un mois du changement du Premier ministre en Israël.

□ De notre correspondant

Du point de vue des intérêts israéliens, les travaillistes avaient de bonnes raisons de critiquer la politique du gouvernement précédent quant à l'attitude à adopter sur les territoires occupés. Pour Begin, Arens et Sharon, la Cisjordanie et la bande de Gaza font partie intégrante de l'Etat d'Israël.

L'essentiel de leur politique s'est donc concentré sur la terre et pas sur la population : expropriations en masse (selon le rapport de Benvenisti, plus de 70 % ont

déjà été confisquées), rétablissements de colonies, soutien illimité aux colons et à leurs initiatives.

Envers la population, le gouvernement du Likoud n'avait aucune politique si ce n'est la répression aveugle. Rien n'était proposé aux habitants des territoires occupés si ce n'est d'accepter sans broncher l'établissement du pouvoir sioniste sur leur territoire. L'opposition, souvent violente, à cette politique était inévitable et, en 1980-1982, la révolte était générale, en Cisjordanie au moins. Face à cette révolte, le tandem Begin-Sharon avait une double politique : la répression sans limite d'une part (plus de vingt-cinq jeunes assassinés dans les manifestations en moins de six mois, terreur des groupes de colons, envoi de troupes d'élite dans les villes et les camps de réfugiés pour impressionner la population, couvre-feu, etc.) et la préparation de la guerre du Liban d'autre part.

Politique plus subtile

Identifiant d'une façon simpliste les masses palestiniennes des territoires occupés à l'OLP et cette dernière à ses bases militaires, la politique de Begin se résumait en ces termes : « Si nous ne détruisons pas

l'OLP au Liban, rien ne changera ». Comme le disait le général en chef, Raïfaël Eytan, aux premiers jours de la guerre du Liban : « Cette guerre est une guerre pour l'avenir d'Eretz-Israël ». [Palestine en langage biblique].

Vu l'absence de perspective alternative, les courants nationalistes et les institutions nationales ont su, au cours des années de gouvernement du Likoud, leur hégémonie sur la

sures dans le consensus sioniste et des critiques dans l'opinion internationale.

La nouvelle politique, mise en place par Pérès et Rabin est beaucoup plus subtile. Elle conjugue une répression plus sélective avec ce qu'ils appellent « l'amélioration de la qualité de la vie ». Cette politique a un double objectif : détruire l'hégémonie des organisations nationalistes, radicales comme modérées et à permettre l'émergence d'une nouvelle direction qui, en rapport permanent avec la Jordanie, libérerait Israël de la nécessité de « gouverner » la population des territoires occupés.

Il s'agit d'une division fonctionnelle entre, d'une part, le contrôle du territoire et les questions de sécurité qui demeureront l'apanage des autorités israéliennes et, de l'autre,

d'éventuelles négociations entre les deux pays sur l'avenir des territoires occupés, même si cet avenir est, de son point de vue, tranché une fois pour toutes.

La nouvelle politique de Jérusalem a en outre eu l'avantage de redorer son image de marque à l'extérieur et de désarmer le mouvement contre l'occupation qui, en 1981, commençait à émerger dans la population israélienne. Un plus faible nombre de jeunes Palestiniens ont été tués lors de manifestations ; l'ardeur terroriste des colons a été refroidie par le verdict du tribunal de Jérusalem — quoique la plupart des condamnés aient été graciés par le président de l'Etat ; et les consignes données par l'état-major aux unités stationnées dans les principales villes abolies.

Pourtant, on ne saurait parler de politique libérale. Plus de cent cinquante détentions administratives, une trentaine de déportations, la fermeture de deux quotidiens et d'un hebdomadaire, le démantèlement de syndicats et l'arrestation de ses dirigeants prouvent que la répression est là, quotidienne bien que sélective.

Ce sont les cadres politiques qui sont visés. La politique de main de fer ne fait aucune distinction entre partisans d'Arafat et radicaux. Tout ce qui représente l'OLP doit être neutralisé afin de permettre, comme l'a affirmé récemment Shimon Pérès, l'émergence de « Palestiniens authentiques » qui soient prêts à prendre la direction de l'administration locale, en collaboration avec le pouvoir hachémite.

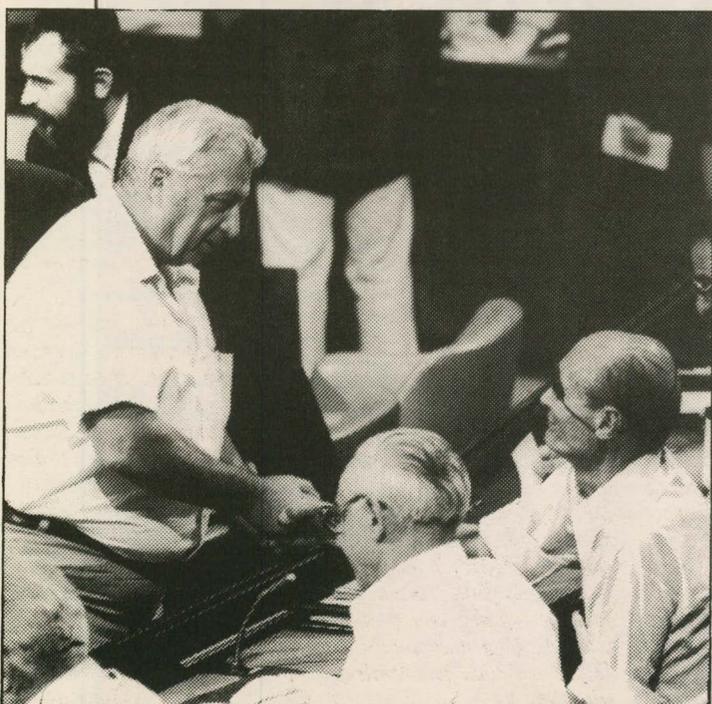
Quant à la « carotte », elle se traduit essentiellement par l'autorisation de



Bassan Shaka, maire de Naplouse, sur son lit d'hôpital en 1980, après l'attentat qui lui a coûté ses deux jambes.

population. Ceci, d'autant plus qu'une situation de répression de masse aveugle ne frappe pas sélectivement les cadres dirigeants et les structures d'organisations politiques. De plus, cette politique du gouvernement Likoud provoquait des fis-

d'une espèce d'auto-gouvernement à la « sud-africaine », c'est-à-dire sous contrôle jordanien. La participation de la Jordanie à une telle entreprise est absolument décisive. D'où, pour le gouvernement israélien, la nécessité de faire miroiter



Le général Ariel Sharon à la Knesseth en 1981 serrant la main de Moshe Dayan. Les militaires font aussi carrière dans la politique.

recevoir des subventions de Jordanie et des pays du Golfe et par une politique un peu plus souple pour tout ce qui concerne les diverses autorisations administratives dont la population a besoin pour vivre, se déplacer, construire, etc.

Le plan jordano-israélien

Le trône jordanien n'a jamais renoncé à ses visées sur la Cisjordanie. Même après le sommet de Rabat en 1974, qui reconnaissait l'OLP comme le seul représentant légitime des Palestiniens, le pouvoir hachémite a gardé des pions sur l'échiquier des territoires occupés et, par le biais de la commission commune jordano-palestienne, a assuré un contrôle discret sur toute une série d'institutions locales attendant une conjoncture plus favorable pour reprendre l'offensive.

Cette conjoncture s'est présentée après la défaite libanaise. Le rapprochement entre Yasser Arafat et le responsable du massacre des Palestiniens en 1970 — le tristement célèbre « Septembre noir » — s'est entièrement fait à l'avantage de Hussein. L'OLP donnait aux éléments projordaniens une nouvelle virginité qui leur permettait de sortir du trou où ils se seraient depuis plus de dix ans.

De fait, un nouveau courant s'est créé où se trouvent mélangés des éléments ostensiblement projordaniens et la droite du Fatah qui, depuis longtemps déjà, estime que la ligne de l'OLP n'est pas assez modérée. C'est ce courant qui tente aujourd'hui de prendre l'initiative, non seulement au niveau du contrôle des institutions nationales et de la représentativité de la population locale, mais aussi au

Manifestation du mouvement La Paix maintenant à Tel-Aviv



sein même de l'OLP. Ce faisant, il vise clairement à imposer à la centrale palestinienne une politique définitivement débarrassée des aspirations radicales originelles.

C'est ainsi que des personnalités comme Freij, Shawa, Hannaseniara, Faez Abu Rahme prennent désormais la liberté de rencontrer des représentants des puissances impérialistes et de l'opposition israélienne — car pour les dirigeants travaillistes, même ces personnalités sont encore trop proches de l'OLP — et contournent ainsi le veto américano-israélien pesant sur l'OLP.

Le plan Hussein n'est pas très original. L'OLP ayant été neutralisée à la fois par tout l'accord Hussein-Arafat, la division qu'il a encore aggravée et les illusions qu'il a contribué à entretenir, la Jordanie entend négocier directement avec Israël, avec la caution de « Palestiniens authentiques », une redivision des tâches entre les deux Etats.

Ambitions contraires

Pour Israël, il s'agit d'une division fonctionnelle, Hussein contrôlant la population et Israël les territoires. Pour le roi Hussein par contre, l'affaire est moins simple. Le roi ne peut cautionner l'annexion des territoires occupés par le régime sioniste. Même s'il est prêt à patienter, il lui faut des garanties pour un éventuel retrait dans le futur.

C'est précisément là que toute cette politique, manipulée de Washington, va échouer. Dans moins d'un mois, Pères va laisser sa place à Itzhak Shamir, leader du Likoud. Ce dernier n'a ni les moyens, ni la volonté de jouer le jeu hypocrite de son précédé-



Assis avec des jumelles, Shimon Pères et Ytzhak Rabin au milieu de l'état-major israélien en 1974 dans le Sinai.

seur. Il y a très peu de chances qu'il évite les déclarations provocatrices sur « les droits historiques d'Israël sur l'ensemble de la terre d'Israël » et, les élections se rapprochant, il sera soumis à la pression des colons et des partis sionistes extrémistes qui lui imposeront des mesures ne pouvant que faire échouer la politique de collaboration israélo-jordanienne.

A cela, il faut ajouter un second facteur. Le reflux que connaît le mouvement de masse palestinien est loin d'être suffisant pour imposer la « solution jordanienne ». La liquidation de Zafer El Masri, probablement par des militants d'une organisation palestinienne radicale a refroidi ceux qui pensaient pouvoir jouer ouvertement le jeu israélo-jordanien. Particulièrement significatives, les manifestations qui ont suivi sa mort étaient entièrement orientées contre la Jordanie et Israël.

La repression selective appliquée aujourd'hui par le gouvernement israélien est certainement efficace. Mais elle n'est pas suffisante pour neutraliser à long terme la population des territoires occupés. Le nombre grandissant d'opérations armées, organisées et menées de l'intérieur, souvent hors du cadre des organisations officielles, confirme d'ailleurs que ceux qui pensent que l'épisode OLP est définitivement clos se trompent lourdement.

C'est le cas notamment de Meron Benvenisti, porte-parole des thèses sur l'irréversibilité de l'occupation et de Fari Noussaïde qui la voit comme durable. L'irréversibilité de l'occupation n'est pas uniquement, voire potentiellement, la conséquence du lien matériel entre Israël et les territoires occupés (nombre d'implantations, intégration

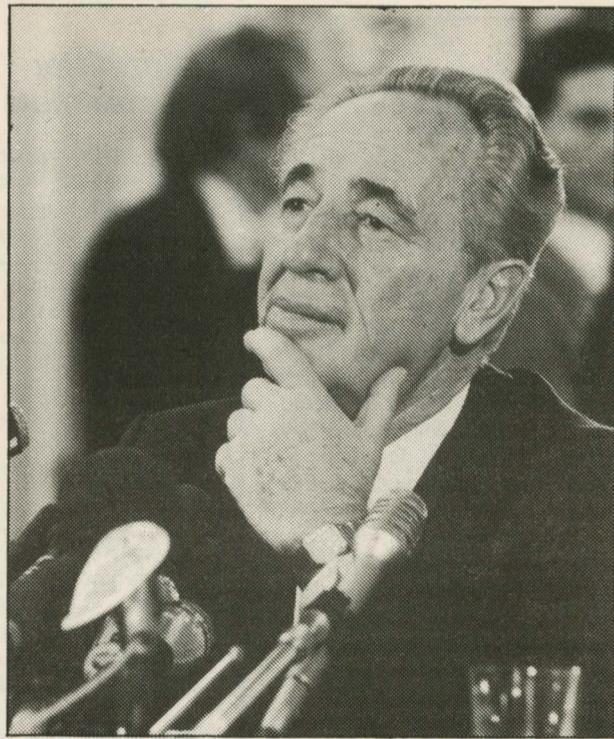
économique, etc.) c'est avant tout une question politique. C'est à ce niveau qu'on peut voir la différence qualitative en 1986 et 1948.

Nouvelle phase de la résistance ?

Après la conquête de 1948, la population arabe locale, c'est-à-dire celle qui avait échappé à la déportation en masse des Palestiniens, accepte l'occupation israélienne comme un fait irréversible. Le peuple palestinien n'existe plus comme réalité politique ; il

du peuple palestinien a créé un peuple conscient de son existence et de ses droits. Quel que soit le rapport des forces, il refuse l'occupation sioniste et continue à revendiquer, dix-neuf ans après, l'indépendance et le droit à l'autodétermination.

Feïçal Hussein, directeur du Centre d'études arabes et l'un des premiers militants du Fatah dans les territoires occupés, résume cela fort bien : « Ce qui fait la différence entre la crise que nous traversons et celles qui ont précédé la constitution de l'OLP, c'est que même dans la division actuelle,



Shimon Pères, actuel Premier ministre travailliste, qui va bientôt céder son poste à Ytzhak Shamir, membre du Likoud.

est atomisé, dispersé dans le monde arabe et sans direction politique ni identité nationale. C'est ce qui permet à Israël d'intégrer sans grands problèmes les Palestiniens et les territoires occupés dans le cadre de l'Etat sioniste.

Il en va autrement aujourd'hui. La lutte nationale

nous discutons des mêmes problèmes, nous débattons des mêmes questions. Les points de référence sont les mêmes pour l'ensemble du mouvement et pour notre peuple tout entier. Nous réagissons comme une nation. C'est là le grand acquis de l'OLP et il n'est pas remis en question. »

Contrairement à ceux qui recherchent dans les initiatives diplomatiques ou du côté du trône jordanien, des solutions de moindre mal, Hussein est de ceux qui s'orientent aujourd'hui vers une réactivation du mouvement de masse. « Nous devons comprendre, indique-t-il, qu'il s'agit d'une bataille de longue haleine, mais qui, pour aboutir, exige une mobilisation populaire dans les territoires occupés. » En ce sens Hussein participe aux initiatives prises pour surmonter les divisions entre les partisans des diverses fractions de l'OLP.

L'un des éléments de la résistance dans les territoires occupés passe aujourd'hui par la recherche d'un dialogue, voire d'une collaboration avec des forces israéliennes progressistes. Certes, la frontière est souvent floue entre ceux qui se servent du dialogue avec des personnalités sionistes modérées comme moyen de prouver leur « modération », et ceux qui cherchent un cadre de lutte commune, ne serait-ce que sur ces aspects ponctuels de l'occupation.

Il ne fait néanmoins pas de doute qu'on se trouve en présence d'une tentative d'élaborer une stratégie de résistance dont l'axe central soit une plus grande autonomie des initiatives locales s'appuyant sur une réelle mobilisation populaire unitaire.

Le changement prochain de chef de gouvernement pourrait servir de catalyseur à un nouvel élan populaire en Cisjordanie et dans la bande de Gaza. Shamir ne cache en effet pas son intention de mettre fin à toutes les manœuvres diplomatiques, pouvant laisser supposer que les territoires occupés sont négociables. Ce faisant, il va mettre un terme aux illusions qui, dans une large mesure, entretiennent la division et la confusion dans le mouvement national palestinien. Cela peut, en outre, débloquent la situation du mouvement pacifiste israélien qui, depuis la venue au pouvoir des travaillistes, a choisi de « donner sa chance à Pères », afin d'empêcher un retour du Likoud.

Quoi qu'il en soit, et les quinze dernières années l'ont confirmé, seule la lutte de la population palestinienne peut créer les conditions d'un réveil des forces progressistes israéliennes. Les initiatives diverses de collaboration et de dialogue entre militants nationalistes palestiniens et progressistes israéliens préparent donc le terrain pour ces développements futurs.

Michel Warschawsky

CORRUPTION ET « FOOTBALL MILITAIRE »

La nouvelle intervention française en soutien à l'une des plus sanglantes dictatures d'Afrique met en lumière la véritable occupation militaire à laquelle Paris se livre dans cette région.

Pourquoi Paris intervient-il au Togo ?

Que représente donc pour lui le régime de Gnassingbé Eyadema ? Ces deux questions viennent immédiatement à l'esprit, après l'annonce de la nouvelle aventure militaire française.

Profitant des années troublées des débuts de l'indépendance, la dictature togolaise s'est imposée en deux temps. D'abord ce fut un coup d'Etat militaire en 1963, au cours duquel l'ex-président Sylvanus Olympio était assassiné. Puis, après un bref intermède civil, Gnassingbé Eyadema prenait le pouvoir en 1967.

La hiérarchie militaire, formée en France, gérait alors la machine étatique au mieux de ses intérêts et de ceux de l'ancienne puissance coloniale, premier fournisseur, premier client

et premier bailleur d'aide du Togo. Corruption et méthodes dictatoriales devenaient jusqu'à ce jour, les deux piliers du régime.

Eyadema frappa fort, vite et tous azimuts, anéantisant toute forme d'opposition pour faciliter la mise en place d'un parti et d'un syndicat unique. Les partis furent dissous en 1967, le syndicat attaqué l'année suivante et les arrestations d'étudiants et d'enseignants se multiplièrent, la répression touchant même certains dignitaires ecclésiastiques.

Dès cette époque, le régime se fit une spécialité de la découverte de « complots », uniquement destinés à justifier la répression. Lors du « complot du 8 août 1970 » de nombreux détenus devaient ainsi céder en prison, d'une curieuse épidémie de « collapsus circulatoire ».

Répression tous azimuts

Une pratique répressive a depuis toujours la faveur de la dictature : le « *football militaire* ». Les règles en sont aussi simples que barbares. Vers minuit, le détenu est sorti de sa cellule et placé au centre d'un terrain de football. Puis, brusquement, vingt militaires se ruent sur lui et le rouent de coups jusqu'à ce qu'évanouissement ou mort s'ensuive.

Les opposants en exil sont également traqués hors des frontières. Menaces ou tentatives d'enlèvements jusque sur le territoire français sont monnaie courante, notamment contre les étudiants. En 1979, un mercenaire avoua par exemple avoir été recruté pour « *tuer les deux frères Olympio et le colonel Lawson* », tous trois condamnés à mort par contumace à Lomé.

Ces pratiques de la dictature, Amnesty International les dénonce régulièrement et prouve à l'appui. Pourtant, « *stabilité* » et « *havre de paix* » restent les qualificatifs les plus usités par la propagande favorable au régime, qui trouve de puis-



Gnassingbé Eyadema, un habitué du Palais de l'Élysée, sous Giscard comme sous Mitterrand.

sants relais dans les colonnes de la presse française bien pensante. Or, le plus tangible des résultats économiques du Togo c'est que l'équipe au pouvoir s'est enrichie de la gestion d'un important parc des sociétés d'Etat, au moyen notamment du détournement de fonds publics et de pots-de-vin. Tout naturellement la symbiose s'est donc opérée entre l'appareil dictatorial et un secteur privé aux mains de capitalistes étrangers ou africains.

Pots-de-vin

Pour cette classe dominante, les années soixante-dix furent celles de grands projets industriels, d'opérations de prestige et de la multiplication des sources d'enrichissement. La simple réfection de cinq cents mètres du boulevard Charles-de-Gaulle à Lomé est revenue à cent dix millions de francs CFA, soit huit fois les estimations initiales. La Maison du parti a coûté cinq milliards de CFA et

cient de capital qui ponctionne le budget de l'Etat, faible capacité de création d'emplois, recours important à la main-d'œuvre étrangère du fait d'une technologie sophistiquée, etc.

Au début des années quatre-vingt, la dépendance technologique et financière s'est accrue bien plus vite que l'industrialisation. Ces trois usines sont maintenant en sommeil, tandis que la baisse des prix du phosphate accentue l'endettement du pays. Après avoir quintuplée entre 1975 et 1978, la dette extérieure atteint le milliard de dollars pour seulement 2,7 millions d'habitants.

Retours de bâton

Depuis 1983, le Togo fait partie du club des pays les moins avancés (PMA) et la population laborieuse en paye la note. Sous l'égide du FMI, un plan d'austerité a été mis en chantier, avec pour principales dispositions, la vente au privé des sociétés d'Etat et la diminution du pouvoir d'achat de la population.

C'est dans ce contexte de crise qu'est réapparue, ces dernières années, une agitation larvée. Des attentats à l'origine incertaine ont fait écho à des vagues de répression, le pouvoir dénonçant les « complots ». Ce climat est propice au renforcement de la répression. Des personnes ont été arrêtées pour avoir distribué des tracts hostiles au régime. L'un d'entre eux, Homère Aka Adote est d'ailleurs mort en prison, en septembre 1985.

Qu'ils relèvent de la guerre des « complots » que se livrent depuis vingt ans les anciens partisans de Sylvanus Olympio et le régime, ou d'une nouvelle manipulation de la dictature pour accentuer la militarisation de la société, les récents événements ne peuvent être compris que comme un affrontement interne pour la mainmise sur l'appareil d'Etat.

Vincent Kermel

QUAND PARIS RENVOIE L'ASCENSEUR

A la fin du mois de mai dernier, une délégation du CNPF se rendait au Togo pour parler « business ». Le 20 septembre, c'était au tour de Jean-Christophe Mitterrand, rejeton présidentiel et adjoint au conseiller de la présidence chargé des affaires africaines. Pour illustrer l'intimité des relations entre Paris et la dictature togolaise, ajoutons encore le voyage de Mitterrand père en 1983 et la réception de Eyadema à l'Élysée en 1985. Paris prend en effet grand soin d'un allié africain qui, comme le précisait un collaborateur du chef de l'Etat, « *renvoie toujours l'ascenseur* ». Ainsi, en 1982, Eyadema accueillit de bonne grâce un opposant centrafricain, Ange Patasse, dont Paris ne savait que faire. Il accepta aussi d'héberger les trois réfugiés basques espagnols expulsés de France en 1984. Et en novembre prochain, c'est Lomé qui doit abri-

ter le sommet franco-africain.

Ces menus services valent bien quelques arrangements. Et, donnant donnant, c'est une règle d'or à Paris que d'interdire toute conférence de presse du Mouvement togolais pour la démocratie (MTD). Le gouvernement de gauche n'y a pas dérogé. Pire, Laurent Fabius a pris, en janvier 1986, une mesure d'expulsion contre le secrétaire général-adjoint du MTD, Paulin Lossou, réfugié politique travaillant en France depuis 1974.

Comment s'étonner dès lors de l'unanimité avec laquelle, président et gouvernement viennent d'accepter de « renvoyer l'ascenseur » à Eyadema en dépêchant un contingent de parachutistes en renfort des soixante-dix conseillers militaires français présents en permanence auprès de l'armée togolaise ?

V. K.

ETERNUEMENTS EN SERIE

Les derniers mois sont venus confirmer la tendance à l'augmentation des grèves dans une Yougoslavie lourdement endettée. Sale temps pour les dirigeants yougoslaves...

L'été yougoslave a été chaud. Les vagues de grèves se sont amplifiées chaque année depuis le début des années quatre-vingt, face à la politique d'austérité imposée par le FMI (la dette demeure de plus de 20 milliards de dollars). La perte de pouvoir d'achat a été de 20 % par an en moyenne, affectant particulièrement, dans un contexte d'inflation

viennent de connaître une flambée de luttes dépassant en nombre, en durée et en effectifs, les chiffres de l'année précédente.

Grèves éclatées

Aujourd'hui comme dans le passé, les républiques les plus développées sont également les plus touchées (Slovénie, Croatie). Mais en leur sein, les grèves ont jusqu'alors été éclatées, reflétant l'extrême compartimentation de cette société et les inégalités de situation.

Dans la décennie soixante-dix, les grandes entreprises ont été divisées en « organisations de base du travail associé », unités de production du type ateliers, susceptibles de disposer d'un revenu autogéré. Théoriquement censées, du fait de leur dimension plus restreinte, renforcer le poids des travailleurs contre les technocrates dans les grandes entreprises, ces unités de base restèrent souvent subordonnées en pratique aux hiérarchies antérieures (donc en conflit avec elles).

Mais elles purent aussi acquiescer une assez réelle autonomie de gestion, accompagnée en contrepartie d'une logique localiste.

Les grèves se sont surtout déroulées dans ces petites unités, sans affecter l'ensemble de l'entreprise. Soit que telle unité se soit trouvée en moins bonne position que les autres dans l'acquisition d'un revenu marchand, soit que son autonomie de gestion se trouva contrecarrée par la hiérarchie bureaucratique. La décentralisation étatique et marchande, les droits reconnus à l'autogestion (légitimant les revendications) ont jusqu'alors donné aux luttes locales une relative efficacité sur le court terme. Ce qui permit au système de les tolérer, puisque ne se trouvait pas posé le problème de leur généralisation et de leur unification contre des cibles centrales. C'est précisément cette donnée

qui peut aujourd'hui changer.

Aggravation des attaques

« Il y a deux possibilités [pour encourager les exportations et rembourser la dette], a déclaré cet été Branko Mukulic, chef du gouvernement. Priver d'une partie de leur revenu soit les entreprises, soit la population. Nous avons décidé d'appliquer la deuxième mesure. »

En clair, cela signifie gel des salaires (voire obligation de rembourser des augmentations de salaire « indues » obtenues dans des luttes locales), mais aussi élévation du prix du pain et de biens de consommation essentiels. On assiste donc à une nouvelle dégradation du niveau de vie, doublée d'une re-

mise en cause frontale des pouvoirs de l'autogestion dans la détermination des prix et des revenus. Le tout dans un contexte où l'inflation tend vers les 100 %.

Il est par exemple significatif que dans l'un des secteurs les mieux payés de la classe ouvrière yougoslave, les sept mille travailleurs des chantiers navals de Split, en Dalmatie, confrontés aux difficultés d'exportation et à la détérioration de vie par l'inflation, aient décidé cet été de se faire entendre — syndicats et LCY de l'entreprise inclus. Leur lettre ouverte aux autorités locales, régionales (Croatie) et fédérales (publiée dans la presse yougoslave) n'a rien de « révolutionnaire ». On pourrait même dire que c'est une façon platonique d'exprimer un mécontentement, puisqu'il s'agit de demander aux autorités dans leur ensemble de s'expliquer sur l'inflation, la crise et ses remèdes.

A ce titre, la lettre ouverte des travailleurs est importante. Elle souligne le fait que l'ensemble des travailleurs sont concernés et que les problèmes doivent être résolus globalement, politiquement et « au grand jour », comme le dit un délégué du conseil syndical. Quand les travailleurs des chantiers navals éternuent, la Croatie se mouche et la Yougoslavie prend sa température, dit-on là-bas. Il est temps de sortir le thermomètre.

Catherine Verla

Ce sont les plus pauvres qui font les frais de la politique d'austérité imposée par le FMI.



L'autogestion inspirée par Tito révèle aujourd'hui toutes ses limites.



galopante, les travailleurs à revenu fixe, les 15 % de chômeurs, ceux aussi qui n'ont pas de compte en devises d'où tirer un supplément de revenu grâce à la détérioration du change. Plus généralement, les victimes sont tous ceux qui ne disposent d'aucun privilège, bref les plus démunis. La pauvreté s'est développée, les inégalités se sont encore creusées.

Ces résistances sociales prennent des formes multiples : départs individuels ou groupés de la Ligue des communistes yougoslaves (LCY) ou des syndicats, résistance passive et, de plus en plus, « arrêts de travail », comme on dit pudiquement. Le chiffre officiel des grèves est passé d'environ cent cinquante par an en 1980 à près de sept cents en 1985. Les six premiers mois de 1986

Pourquoi pas nous ?

Habiter dans la ville de madame Cresson n'a rien d'un avantage, bien au contraire. Petite ville de province, en crise comme beaucoup d'autres, on s'y ennue sans doute plus que partout ailleurs. (...)

Et pendant ce temps, l'extrême gauche cause. Non pas que j'ai quelque chose contre, c'est tellement nouveau. Mais je n'ai qu'une peur, que ces discussions deviennent si longues qu'elles ne laissent échapper l'essentiel. Comment développer un mouvement alternatif français, qui soit suffisamment large pour accueillir des gens de divers horizons, et suffisamment précis pour ne pas sombrer dans l'insipide. Il existe en France comme en Allemagne, un terrain propice et qui est à même de voir se regrouper des mouvances militantes ou associatives aussi variées que les anars, les groupes femmes, les écologistes (intelligents), les syndicalistes en rupture de syndicat, les antiracistes (à SOS-Racisme ou ailleurs), bref des quantités de gens (j'en ai oublié beaucoup) qui attendent qu'il se passe quelque chose dans ce foutu pays. (...)

Et moi, que puis-je leur proposer ? La LCR ? En arrivant déjà à communiste, les gens se lassent, alors révolutionnaire ! Pourquoi d'ailleurs ne pas changer le nom de votre organisation ? Sur ce même thème, Lutte ouvrière est un sigle qui passe mieux. (...)

Dans la période actuelle, la Ligue défend des positions intéressantes qui marquent l'existence d'un courant politique qui a des choses à dire, et plus encore à faire. Les cercles M, de la revue des communistes renovateurs, peuvent ouvrir des portes et des débats. Il me semble qu'il faut aller plus loin, que la Ligue soit à l'origine de nouveaux cercles, là où les cercles M n'existent pas. Il faut impulser des rencontres, des débats, même si on y laisse quelques plumes (tant qu'il n'y a que des plumes). C'est de l'avenir d'une gauche ouverte, remuante, qui a des choses à dire qu'il est question. (...)

La fatigue se fait sentir dans beaucoup de têtes, ne les decevez pas, il est encore temps. Malheureusement, le temps est sans doute ce qui nous manque le plus. (...) Dans Libération du 17 septembre. (...) une jeune Allemande dit une chose fort intéressante : « En Allemagne, il n'y a que les vieux cons qui disent : "on ne peut rien changer". Nous avons les Verts au Parlement, c'est un premier succès. » (...)

Les jeunes Allemands me semblent agir, en partie grâce à l'existence du courant Vert. Pourquoi pas nous ?

M. P. (Chatellerault).

Par les temps qui courent, les marchands de terres promises se montrent moins euphoriques. Et pour cause ! La récession se profile dans un contexte bien sombre.

Le plus important des pays capitalistes, les Etats-Unis, connaît un déclin de la production industrielle — véritable indice de la température de l'économie — depuis le début de l'année. L'indice a baissé en continu ces trois derniers mois. Il ne faut plus attendre beaucoup de stimulant de l'économie qui a tiré, au prix d'un financement international gigan-

RFA, parmi les grands, fait bande à part (+ 3,5 % au premier semestre comparativement au même de 1985), même si un tassement s'est profilé au premier trimestre. Le chômage se porte bien : 2,2 millions !

D'autres nouvelles ont assombri l'horizon. Le GATT annonce, pour l'année en cours, un taux de croissance des échanges commerciaux, en volume,

société achetées ! — sont consacrées à des rachats d'autres firmes (manière d'élargir son marché)... Le poids des dettes dans les bilans des entreprises est donc souvent élevé. Ceci les rend donc d'autant plus sensibles aux coûts de cet excès de capacités productives que mettent encore plus en relief l'essoufflement conjoncturel et l'agressivité sur le marché américain des

nant ainsi accès à un volume accru de produits *made in USA*.

Ces péripéties relèvent l'opposition entre les exigences internes de chacune des grandes forteresses de l'économie capitaliste et les besoins proclamés — et réels — d'une coopération internationale pour défendre leurs intérêts communs.

Un de ses éléments centraux est la profonde réorganisation — sous le fouet d'une concurrence acharnée dans un marché mondial stagnant — des rapports de forces interimpérialistes. Le déclin relatif de la puissance industrielle des Etats-Unis face au Japon et à une partie de l'Europe s'accroît. Mais cette restructuration ne trouve pas encore d'expression nette au plan monétaire (rôle du dollar), institutionnel international ou militaire. Sur ce terrain, les Etats-Unis dominent plus nettement.

Les réticences et/ou l'impuissance du capital japonais et allemand à prendre le rôle de locomotive du train capitaliste traduisent aussi les limites des politiques anticycliques nationales, étant donné le degré d'internationalisation de l'économie.

Une vraie relance ?

La décision d'abaisser le taux d'escompte — ce qui doit tirer vers le bas toute la structure du crédit aux Etats-Unis et donc, devrait redonner un souffle à une économie languissante — fut prise sous la contrainte d'une récession menaçante. Aujourd'hui, Volker craint plus la peste de la récession que le choléra de l'inflation. Et les élections présidentielles approchant, l'administration voudrait jouer les prolongations avant la récession.

Il est possible que l'argent moins cher pousse un peu la consommation de biens tels que les automobiles ou la construction de maisons, les deux chevaux de la consommation interne. Mais on voit mal comment l'effet serait durable tenant compte de l'endettement élevé des ménages comme de la stagnation ou de la baisse du revenu d'une part considérable des ménages. De plus, l'achat de nouvelles automobiles n'implique pas obligatoirement une augmentation proportionnelle de la production américaine. En effet, la capacité des concurrents japonais ou coréens du Sud — dont la monnaie, à la différence du yen, tombe avec le dollar ! — de s'approprier des tranches d'une demande en hausse est largement confirmée. Le maintien d'un déficit astro-

nomique de la balance commerciale (168 milliards de dollars prévus pour 1986), malgré une monnaie américaine en baisse depuis dix-neuf mois de 30 % en moyenne face aux devises des principaux partenaires commerciaux, en est une autre preuve.

Réduire les déficits ?

L'idée que le péril d'une récession sera éloigné par un regain des exportations apparaît légère. Tout d'abord, les effets d'entraînement d'une réduction du déficit commercial ne doivent pas être surestimés étant donné la place des exportations dans l'économie américaine. Ensuite, comparativement aux marchés japonais et allemand, l'Amérique latine tient une place respectable dans la liste des clients des industries américaines ! Or, le FMI contraint ces pays dominés à importer moins et à chercher à exporter plus afin d'honorer le service de leur dette auprès des banques yankees. Résultat : une réduction de débouchés pour les exportations américaines.

Enfin, sans une croissance effective de l'économie mondiale, un redressement des exportations américaines ne pourrait se faire qu'au détriment — donc avec un effet récessif — des économies européenne et japonaise. Ces dernières sont beaucoup plus dépendantes des exportations que les Etats-Unis.

Au-delà de la diminution du déficit commercial, la « solution aux difficultés » résiderait dans la diminution du déficit budgétaire, largement alimenté par les dépenses d'armement et financé par des capitaux venant du Japon, de la RFA ou de la Suisse.

Selon un schéma classique, la diminution des emprunts par l'Etat fédéral devrait pousser vers le bas les taux d'intérêt, stimuler l'économie. Le dollar baisserait ; la compétitivité augmenterait.

Il n'est pas certain que ce scénario soit suivi par le capitalisme réel. Il n'y a pas de raison que le crédit aille vers l'investissement productif, si de nouvelles occasions d'investir avec un profit anticipé suffisant ne se manifestent pas sous la forme de nouveaux marchés, de nouvelles industries et productions ; d'autant plus avec les surcapacités productives existantes. De plus, un dollar bas ne peut être le seul gage de la compétitivité. Il faut aussi une bonne productivité ; le retard pris est difficile à combler.

A. Udry

ECONOMIE MONDIALE

AVIS DE TEMPETE

Avec la crise, la pauvreté devient une donnée permanente de la situation des métropoles occidentales.

tesque, les appareils de production de plus d'un pays européen et de l'Asie. L'atonie frappe aussi l'industrie japonaise (+ 0,3 % sur un an, en juin 1986). La Grande-Bretagne fait nettement moins bien : - 1,3 % sur un an, en juin 1986... et de nouveaux records de chômage (3,3 millions). La

voisinant zéro. Le rapport entre l'évolution du commerce mondial et celle de l'économie est connu.

Simultanément, des informations tombaient concernant des faillites de banques régionales américaines — sous les effets de la dépression de l'économie pétrolière ou de la crise agricole — et des pertes sérieuses (Bank of America) ou des réductions significatives des profits (Citibank, Manufacturers Hanovers) dans le peloton de tête des banques US.

Des capacités oisives...

Cela indique que la réanimation des dernières années pointe vers une nouvelle stagnation ou une dépression, ce qui ne peut être exclu. Des facteurs de récession sont déjà présents ; leur généralisation et leur ampleur restent à être vérifiés.

La reprise de 1982-1983 n'a pas réussi à éponger, pour des secteurs importants (agriculture, matières premières, parties de l'industrie), les capacités productives installées. Il en découle l'existence de surcapacités de production importantes. Cela pèse sur les prix de vente... les profits, et donc les investissements industriels.

Dans ce climat, la concurrence intercapitaliste se déchaîne. Pour conquérir les parts d'un marché sans grands élans, les entreprises s'endettent. Ainsi, des sommes colossales — réunies avec des moyens louches, comme les *junk bonds* qui permettent le financement insensé d'une OPA en se gageant sur les actifs de la

exportateurs japonais, sud-coréens, taïwanais ou allemands (en 1981, 21 % du marché des machines était aux mains des étrangers, 40 % en juin 1986).

La demande aux Etats-Unis, au-delà des dépenses d'armement, a été largement financée par le crédit aux ménages ; leur endettement atteint actuellement 19 % des ressources disponibles. C'est compréhensible, lorsque l'on sait que les revenus des salarié(e)s, du milieu et bas de l'échelle, ont baissé depuis 1973. Mais un jour, on ne peut plus approvisionner son compte. Alors, les achats se réduisent... comme cela commence à être le cas pour les automobiles, depuis juin. Quand le déclin des investissements industriels sera rattrapé par celui de la consommation, les spécialistes vont découvrir que les « cycles économiques » existent toujours ! Tout cela peut d'autant plus déboucher sur un précipice que la mise en harmonie des politiques économiques paraît toujours fort éloignée.

Pas de capitaine à bord

Ce 20 août, le patron de la Federal Reserve (FED) des Etats-Unis, Paul Volker, a décidé un nouvel abaissement du taux d'escompte à 5,5 % ; le quatrième en un an. Ce ne fut pas une décision collective, même si elle était attendue. Mieux, elle se veut une pression directe, sous la menace d'une baisse encore accrue du dollar, sur le Japon et la RFA. Les Etats-Unis désirent que les deuxième et troisième puissances impérialistes revigorent leur économie et don-



Il en a connu des crises, le syndicalisme. Une, deux guerres mondiales. Deux réunifications et trois scissions. C'est vrai. Mais c'est bien la première fois que l'arrivée de la gauche au pouvoir représente un des facteurs principaux aggravant ses difficultés.

Sous la gauche, les confédérations n'ont pas fait le plein. Elles

font le vide autour d'elles, même si l'urne des élections professionnelles leur confère un semblant de respectabilité. Toutes sont frappées de langueur, que la maladie remonte à vingt ans ou à la dernière pluie. La CGT voit son électorat s'éroder depuis 1966, selon les résultats aux élections des comités d'entreprise.

Depuis l'élection aux conseils d'administration de la Sécurité sociale, la CFDT boit la tasse. FO connaît une lente progression depuis... 1969.

Bref, ce n'est pas la grande ruée patronale vers le chômage, l'épidémie de la baisse de la production qui entraîne la chute

syndicale. Bien sûr, les pertes dues aux licenciements massifs et au développement de la précarité sont sévères. Le danger qui guette le syndicalisme en ce moment est toutefois ailleurs. De son corps malade, s'approche un redoutable monsieur Purgon, un de ces médecins sociaux-démocrates qui, issus du sérail de la direction

de la FEN, veut administrer saignées et clystères.

Comme le syndicalisme n'est pas le malade imaginaire, le traitement social-démocrate risque de l'emporter. Et nous, nous avons un devoir d'assistance à personne en danger.

Jean Lantier

Syndicats : carrefour dangereux

CGT comme CFDT ont lié leur sort et leur démarche aux aléas de l'Union de la gauche, scellée en 1972 par la signature du Programme commun. Au nom de son soutien, les deux centrales aidées par la FEN canalisèrent tout mouvement social vers les urnes de mars 1978. L'accord CGT-CFDT de juin 1974 visait à opposer l'unité au sommet à la lutte autonome de la base, la longue bataille des Lip ayant effrayé les états-majors. Jusqu'en mai 1977, au moyen de journées nationales de vingt-quatre heures, unitaires et interprofessionnelles, les directions purent subordonner le mouvement à la perspective électorale. La CGT imposait dans ses rangs un accord sur le Programme commun, au détriment de sa propre plate-forme syndicale. De la CFDT, à la faveur de la progression de Mitterrand aux élections de 1974, des cadres en nombre, renforcés par les militants du PSU autour de Rocard, tentèrent de créer un Parti socialiste ouvrier de masse, reposant essentiellement sur les cadres syndicaux. Un travaillisme à la française, via la CFDT, apparut en perspective des « Assises pour le socialisme » de cette année-là.

La rupture de l'union des partis groupés autour du Programme commun produisit des réponses opposées. En janvier 1978, le rapport Moreau représentait le premier acte du recentrage de la direction Maire. En décembre 1978, la CGT était contrainte de tenir un congrès démocratique pour absorber le choc de la rupture. La démarche politique, par-delà l'épisode de l'ouverture, enchaîna plus étroitement encore l'orientation de la



Il devient presque banal de parler de la crise du syndicalisme. Après cinq ans de pouvoir de la gauche, alors que de grandes manœuvres se préparent, il devient essentiel d'en analyser les causes. Pour qu'il n'entre pas dans une phase sénile.

CGT à celle du PCF, débouchant sur le retour de la division politique et syndicale.

L'arrivée au pouvoir de la gauche en mai 1981 signa le triomphe de la stratégie de Mitterrand. Les confédérations qui avaient peu fait pour le succès de la gauche ou qui avaient misé sur son échec rallièrent le camp de l'Elysée. La gauche

enfonçait les travailleurs avec l'austérité, le syndicalisme CGT suivait, la CFDT précédait, la FEN couvrait. Piliers syndicaux du gouvernement, les syndicats qui n'avaient pas su capter le courant unitaire précédant le 10 mai 1981 s'opposaient à l'aspiration au changement contrecarrée par l'austérité gouvernementale. La FEN mit tout son poids dans la capitulation sur la ba-

taille laïque, la CGT connut son Waterloo syndical en Lorraine autour de l'acier, la CFDT se transforma en agence-conseil ès austérité.

Toute une génération syndicale s'est brisée. Née et bercée par le Programme commun, son adolescence se déroula dans sa rupture. Et elle devint majeure et spectatrice de la trahison du

changement par la gauche au gouvernement.

Les lézardes structurelles de chaque confédération apparaissent à ce moment nettement. La CGT oscille entre l'union sans combat, dépendante d'un débouché politique, et le combat sans union ni perspective politique. Plus que jamais, elle apparaît comme la chose du PCF, dans ses moindres méandres, touchant à sa ligne nationale et internationale. De ce fait, elle apparaît comme la moins démocratique des centrales ouvrières. La CFDT se fait le héraut de

l'austérité patronale dans le mouvement ouvrier. Elle qui voulait devenir le parti-syndicat, une deuxième gauche, s'interroge sur les luttes de classes et y préfère la notion de « coopération conflictuelle » avec les patrons. La FEN, institutionnalisée (André Henry devenant ministre du Temps libre) a été profondément déstabilisée par sa propre façon d'organiser la défaite des laïques, ce qui affecte son orientation constitutive. Dans ce contexte, Force ouvrière résiste le mieux. Ayant une vision particulière de la Charte d'Amiens, son autonomie relative à l'égard des partis l'a mise à l'abri des avatars de l'Union de la gauche. La progression lente de son influence s'accélère sous la gauche. Elle se complait dans un rôle de sonnette d'alarme, s'« effrayant » des dangers d'explosion sociale dès qu'elle enregistre des craquements dans l'équilibre entre les classes. Elle bénéficie en outre du faible niveau des conflits sociaux et du consensus politique pour la politique d'austérité.

Simultanément, les effets de la crise affectent profondément les confédérations. La mise en

► chômage de milliers de travailleurs — hier socle traditionnel du syndicalisme ouvrier — et la réduction, voire la destruction, de bastions entiers contribuent bien évidemment à amoindrir l'influence syndicale.

Il s'agit là d'un aspect de la crise dont les capitalistes profitent pour casser l'outil syndical, annihiler les éléments les plus combattifs et les équipes syndicales les plus solides. A la traditionnelle armée de réserve que constituent les chômeurs en période de crise, s'ajoutent les régiments et les légions des travailleurs précaires. Les statuts intermédiaires gommant la frontière entre chômeurs et actifs, TUC et temps partiel, intermittents et stagiaires en tout genre viennent grossir les rangs des chômeurs reconnus statistiquement.

Or le syndicalisme, déjà en marge de la classe ouvrière au chômage, s'exclut des rangs des précaires — soit quasiment toute une jeunesse —, une bonne partie des femmes accédant au marché du travail. Cela ne fait qu'ajouter à son absence dans ces couches après lesquelles il court depuis vingt ans, les travailleurs immigrés, les jeunes et les femmes. Cercle vicieux et signe de sénilité précoce, le syndicalisme dans son ensemble représente un fétu de paille pour contrecarrer les divisions sociales qui découlent de l'aspect actuel du marché du travail entre indigènes et immigrés, femmes et hommes, précaires et temps plein, salariés protégés du public et fragilisés du privé.

A l'effet quasi mécanique du chômage, s'ajoute la volonté patronale de contourner l'organisation syndicale à l'entreprise. L'orientation consiste à la fois à amener le syndicalisme à négocier en permanence à l'échelon le plus bas, celui de l'établissement, afin de le contourner par les méthodes en vogue, « *expression directe* », « *cercles de qualité* ». Cette stratégie patronale repose sur le gel absolu des négociations centrales, qui permettent traditionnellement aux syndicats de recueillir quelques miettes. Dès lors, le réflexe individuel se répand par peur du licenciement.

Demeure un débat non tranché. Nombre de leaders de la droite réclament un syndicalisme fort, capable d'autorité, pour faciliter l'obtention de sacrifices. Nombre de patrons du CNPF tentent à l'inverse une opération de contournement de l'organisation syndicale, en nouant des liens directs avec un personnel prisonnier de son chantage aux licenciements. L'individualisation des contrats et des salaires, l'esprit maison, d'une part, et le monopole syndical maintenu, d'autre part, ne font pas bon ménage.

Résultats des élections aux comités d'entreprise (en pourcentage des suffrages exprimés*)

Ensemble des salariés

	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	
																				sans SNCF	avec SNCF
CGT	50,8	45,0	47,9	40,3	46,0	43,3	44,1	40,8	42,7	38,1	41,5	37,4	38,5	34,4	36,5	32,0	32,3	28,5	29,3	25,9	27,8
CFDT	19,1	17,7	19,3	18,2	19,6	18,9	18,9	19,6	18,6	19,4	19,1	20,2	20,4	20,5	21,3	22,3	22,8	21,9	21,0	20,8	21,2
CFTC	2,4	2,1	2,9	2,7	2,7	2,1	2,6	2,6	2,6	2,6	2,7	3,0	2,7	3,1	2,9	2,9	2,9	4,0	3,8	4,7	5,0
CGT-FO	8,0	7,5	7,7	7,0	7,3	7,6	7,6	7,7	8,3	8,4	9,3	9,0	10,0	9,7	11,0	9,9	11,7	11,1	13,9	13,0	12,6
CFE-CGC	4,2	3,9	5,1	4,9	5,5	4,7	5,6	5,1	5,3	5,7	5,3	5,4	6,6	5,8	6,0	6,1	7,0	6,5	7,1	6,7	6,1
Autres syndicats	3,5	3,9	5,4	5,9	7,0	6,2	7,1	5,2	6,2	6,1	7,0	5,7	5,2	4,8	5,0	4,1	4,4	4,7	4,8	5,1	5,8
Non-syndiqués	12,0	19,9	11,7	20,4	11,9	17,0	14,1	19,0	15,7	19,0	14,6	18,8	16,3	21,2	16,8	22,2	18,4	22,8	19,7	23,8	21,5

*1985, première année des élections aux CE pour la SNCF.

Comparer les années paires entre elles, les années impaires entre elles, les élections ayant lieu tous les deux ans.

Vous avez dit recomposition ?

Sur les décombres de l'Union de la gauche et sur la base des rapports de forces électoraux internes au mouvement ouvrier, les secteurs proches du Parti socialiste s'engagent dans un vaste bouleversement du champ syndical.

En chantier, un vaste ouvrage visant à remodeler les données issues de la Libération. L'échec de la gauche nourrit la crise du syndicalisme ? Les secteurs syndicaux proches de la social-démocratie entendent y répondre en organisant une recomposition autour d'eux. Les stratèges de la direction de la FEN et du PS en viennent à penser que ce qui fit défaut après mai 1981, ce fut une courroie de transmission syndi-

cale, un outil lié au PS et qui en soit le porte-parole permanent parmi les travailleurs.

Force ouvrière possède bien une direction proche des socialistes, mais, fondée sur la neutralité à l'égard des partis, elle ne peut que partiellement répondre à la demande. La CFDT, fragilisée par ses échecs consécutifs, peut fournir des troupes... Mais le maître-d'œuvre, pensent les dirigeants branchés sur la rue de Solferino, ce sera la direction de

la FEN, organisation ayant tissé des liens avec divers syndicats et fédérations autonomes. La FEN, butte témoin du refus de la division FO-CGT de 1947, autonome par force, unitaire par vocation, sape donc sa racine unitaire et autonome pour sanctionner, au plan syndical, les nouveaux rapports de forces politiques au sein de la gauche.

Les ressorts syndicaux présidant à cette vaste manœuvre existent bien. De manière empi-

rique, nombre d'équipes syndicales se replient à l'entreprise et nourrissent une forte défiance à l'égard de centrales perçues comme extérieures, gênantes et surtout inefficaces et politiciennes. Au fond, se disent beaucoup de syndicalistes, elles n'interviennent que pour ponctionner des fonds nécessaires à leur reproduction. Un courant favorable à l'autonomie existe, fondé sur le sentiment qu'il est trop difficile de lutter pour obtenir de grandes choses, ou s'opposer frontalement à la remise en cause des acquis. Autant, dès lors, se professionnaliser, parcourir l'espace revendicatif propre à une profession, s'enraciner dans les négociations et les revendications du « possible », et laisser aux états-majors nationaux la ronde inefficace du syndicalisme « politique ». Dans ces circonstances, le syndicalisme, aujourd'hui minoritaire et réduit, trouverait la voie du renouveau en renonçant à des grands principes et en s'adaptant à la masse. L'attrait exercé par de vastes fédérations allemandes, britanniques ou belges se retrouve dans la recherche des assises de masse qui font défaut à toutes les centrales.

La réponse social-démocrate consiste à réformer le syndicalisme dans ce sens-là. Son projet n'est pas au point et ne le sera pas. Le pragmatisme tient lieu de théorie et d'orientation. Les dirigeants de la FEN et les

Dans toutes les luttes, l'aspiration à l'unité devient presque un préalable à l'entrée en action.



autonomes veulent simplement généraliser, bien au-delà du seul secteur public et nationalisé, un syndicalisme qu'ils pratiquent.

En fait de « projet syndical », il s'agit donc plutôt d'un syndicalisme d'adhérents, qui soit le plus éloigné possible des directions, un syndicalisme par courrier et circulaires. Voilà ce que fait le Syndicat national des instituteurs (SNI-PEGC) depuis longtemps. Rompre avec un syndicalisme reposant sur ses capacités de mobilisation, tel est le postulat de base, puisqu'il s'agit de bâtir un syndicat suffisamment fort pour ne pas avoir à montrer sa force, un syndicat largement représentatif pour siéger comme interlocuteur privilégié à la table des négociations. Le syndicalisme d'adhérents, syndicalisme de masse, suppose donc que la direction gagne une stature de négociateur dans tous les rouages possible.

Aussi voit-on les états-majors impliqués dans ce projet chercher en permanence l'extension des champs de concertation possibles, pour nourrir une cohorte toujours plus nombreuse, celle des professionnels du tapis vert. Pour cela, le mode d'organisation prôné copie celui des « autonomes ». Forts dans un secteur particulier, ils parlent réellement au nom de ce secteur (roulants SNCF ou RATP, policiers en tenue, etc.) et sont donc incontournables pour négocier.

Dans la fonction publique, l'unité a toujours permis de mettre en mouvement des dizaines de milliers de salariés contre la politique du patronat et du gouvernement.



Ils entendent garder leur « identité » et impriment un fédéralisme qui exclut l'interprofessionnalisme, qui juxtapose, dans une structure nationale la moins contraignante possible, les syndicats du même type. Et la même démarche serait reproduite au plan européen, théâtre d'opérations privilégié de la social-démocratie.

Ce qui se passe ne saurait se réduire à un simple remplacement de l'hégémonie du PCF sur le mouvement syndical par celle du PS. C'est d'une rupture profonde qu'il s'agit, qui sanctionnerait la dérive actuelle et le repli à l'entreprise et qui entèrinerait le renoncement de syndicalistes à tout débouché politique, pour surfer sur la vague de la crise.

Les architectes de ce projet sont en même temps des artificiers qui minent toute perspective unitaire de réunification syndicale. Leur nouveau syndicalisme suppose en effet le dynamitage des vestiges unitaires, la FEN en premier lieu. Le constat de fond, c'est que la réunification n'est pas, n'est plus possible sur la base des données de 1947-1948. D'où la perspective d'une nouvelle division, par le biais d'une éventuelle nouvelle centrale produit de la scission de la FEN, de la CFDT — pourquoi pas d'une partie de la CGT ? —, renforcée par les organisations non alignées et les autonomes.



Dans les années soixante-dix, CGT, CFDT et FEN canalisèrent au nom de l'unité le mouvement social vers les urnes.

L'union, un combat

Toutes les mobilisations sociales attestent d'une énorme soif d'unité. Raison de plus pour clarifier ce que serait une vraie démarche unitaire.

L'entreprise actuelle de la direction de la FEN ne constitue d'aucune manière, dans aucun domaine, une réunification et rien moins qu'une démarche unitaire. Quelque forme que prenne le nouveau rassemblement — cartel, nouvelle confédération, collectif provisoire — son objectif prend dans le syndicalisme actuel ce qu'il y a de pire, la division.

La possible remobilisation revendicative, dans nombre de secteurs, passe par la satisfaction d'un quasi-préalable de masse, posé par les intéressés eux-mêmes, avant d'entrer dans l'action, à savoir l'immédiate unité syndicale. Il faut y voir la volonté des salariés concernés de se doter d'une garantie démocratique. La lutte est déjà difficile, son issue incertaine, se disent-ils, assurons-nous au moins que les syndicats fassent front avec nous au lieu de se livrer à leur guerre privée traditionnelle.

Cette soif d'unité exprime un bien précieux, une certaine disponibilité à la remobilisation sur le terrain social. Tout rejet sectaire, bien sûr, mais aussi toute manipulation de ce sentiment unitaire seraient criminels, ils contribueraient à éteindre une ardeur nouvelle au combat. Précisément, la manœuvre de la FEN se déroule au nom de l'unité. L'unité au sommet, s'entend. Le seul moyen à la disposition des travailleurs pour mesu-

rer la sincérité des propositions unitaires, c'est de les confronter avec les nécessités de la construction d'un rapport des forces en faveur des revendications. Que la démarche unitaire se cantonne à une éphémère journée sans lendemain et la supercherie sera vite mise à jour. Qu'elle favorise, malgré elle ou intentionnellement, la mobilisation, alors il faut la prendre à son compte.

Parallèlement à l'exigence unitaire, la voie de la remobilisation des énergies ouvrières passe souvent par la défense des acquis menacés. Le syndicalisme unitaire doit favoriser la mise en forme de revendications correspondant à cet état d'esprit. Raison de plus pour que le syndicalisme tourne le dos aux « nouvelles solidarités », à l'acceptation des impératifs de la crise, pour renouer avec la tradition de combat des revendications unifiant le personnel dans l'action. Si nul préalable ne saurait être mis à l'unité en raison de désaccords sur les revendications, toute revendication particulière ou générale est à considérer du point de vue de ses capacités mobilisatrices. Ce syndicalisme-là tourne le dos au syndicalisme du possible, de la négociation à reculons.

Les toutes récentes expériences de l'hôpital Ville-Evrard de Seine-Saint-Denis ou des cheminots toulousains indiquent comment les travailleurs décidés

à se battre, poussés par l'impérieuse nécessité de se défendre, sont capables de se doter de structures unitaires, comités d'action, de grève ou de mobilisation. Si, en quelques jours, ces cas-là sont constatés, c'est que l'aspiration unitaire liée à une expression de la combativité est capable, en un jour, de passer par-dessus la division syndicale vieille de presque une décennie.

La pratique unitaire du syndicat relate la volonté de ses adhérents de préparer un mouvement le plus massif possible, d'aider les travailleurs à entrer en action pour qu'ils la prennent eux-mêmes en charge. Parce que c'est plus efficace, parce que personne mieux qu'eux-mêmes ne défendra aussi bien leurs revendications. Toute entreprise, dans cette situation, qui encourage le syndicalisme de délégation, représente un obstacle supplémentaire à la remise en mouvement des travailleurs. A l'inverse, le syndicat doit être l'école de l'action, le lieu d'apprentissage où circulent l'expérience des mouvements et le savoir-faire ouvrier en la matière. Indiscutablement, la hauteur à laquelle le gouvernement Chirac et le patronat placent les enjeux sociaux, requiert une forme d'unité syndicale permanente. Cela justifierait l'existence d'un comité national d'unité d'action groupant tous les syndicats et comités équivalents au plan de la région, de la ville, de l'entreprise.



La présentation d'*Otello* à Milan bouleversa la ville entière.

OTELLO

CHEF-D'ŒUVRE EN PERIL

Ou comment une œuvre, qui fut un événement dans l'histoire de la musique, est devenue un film d'aventures militaro-sentimentales.

Otello, le film-opéra de Zeffirelli, dont les notices biographiques assurent qu'il est un spécialiste de Shakespeare et de Verdi (il a en effet déjà massacré *Roméo et Juliette* pour le premier, *la Traviata* pour le deuxième), a été présenté comme un événement exceptionnel. Rapporté à l'agitation médiatique, mondaine et publicitaire qui a présidé sa sortie, c'est effectivement une épopée.

Avant-première à l'Opéra, madame Chirac, Mireille Mathieu, l'Aga Kahn, le baron de Rothschild. Au même moment, l'opéra de Berlin fête son vingt-cinquième anniversaire avec *Otello* et Plácido Domingo dans le rôle titre (rôle qu'il tient également dans le film de Zeffirelli). Résultat : cent trois rappels, une heure d'applaudissements. Le record mondial de la « claque ». Ça roule. Quant aux producteurs, Golan et Globus (ça se prononce comme Laurel et Hardy, plus le fric, plus l'esbrouffe, plus le mépris du spectateur et une bonne poignée de films fascistes), ils se répandent en

tous sens sur leur apport définitif à la culture. En voiture, Desdémone. Plus un « débat » sur la question de l'adaptation des opéras au cinéma : film-opéra ou opéra filmé. Mais il n'y a pas de débat, juste un film, pas terrible et un opéra, massacré.

Zeffirelli se fait des classiques l'idée qu'Edmond Maire se fait du Code du travail : couper, triturer, retourner. La flexibilité appliquée aux beaux-arts. Et toujours cette bonne vieille caution démocratique : un chef-d'œuvre du patrimoine universel à la portée de toutes les bourses.

Il y a pire que la trahison (Othello)

« Porter un opéra à l'écran, de toute manière c'est l'adapter et je crois qu'il faut aller jusqu'au bout de la logique de l'adaptation... » dit Zeffirelli, à quoi les inconditionnels du maître répliquent : « Il a dû se résoudre à des coupures qui allaient d'ailleurs dans le sens

de l'esthétique cinématographique », écrit le *Film français*. Il coupe, ici, là, là-bas, dessous, dessus. Il enlève : dans son intégralité le célèbre *Air du saule*, qui est une pure merveille (une femme qui chante, seule, pendant sept ou huit minutes, c'est trop pour ces messieurs-dames-toutes-les bourses). Il rajoute : un ballet (Verdi en avait lui-même greffé un pour les représentations à l'Opéra de Paris, puis il l'avait retiré — les ballets étaient obligatoires à Paris, pour que les banquiers puissent voir danser leurs protégées, disait Wagner). Il invente : des flash-back et des voix-off (c'est un maniaque du flash-back, déjà dans *la Traviata*...).

Couper, rajouter, inventer, au lieu d'avoir une réflexion quelconque sur le

Pour écouter *Otello*, quelques versions de références :

◇ Karajan et Philharmonique de Vienne (Decca), avec Mario del Monaco, Aldo Protti, Renata Tebaldi.

◇ Toscanini et l'orchestre de la NBC (RCA) avec Ramon Vinay, Giuseppe Valdengo, Herva Nelli.

◇ Tullio Serafin et l'orchestre de l'Opéra de Rome (RCA) avec Jon Vickers, Tito Gobbi, Léonie Rysanek. (Nous recommandons surtout cette dernière).

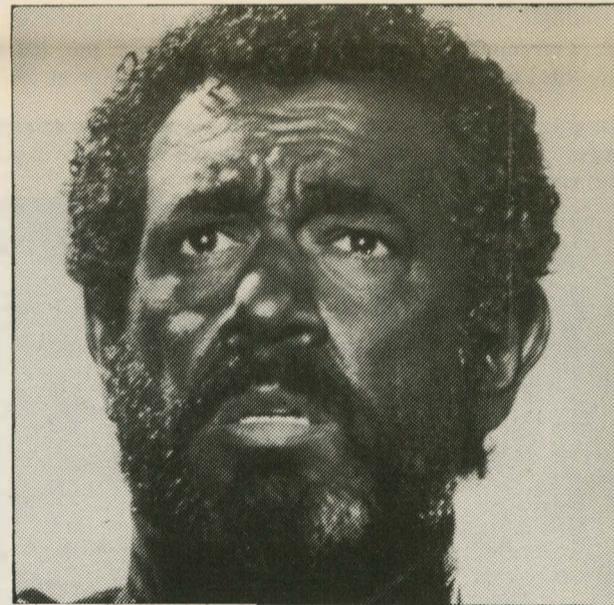
mier venu. Sa seule réflexion porte sur l'incapacité présumée du public à « écouter », il ne reste qu'à faire entendre le « bruit » d'un film musical.

Adorno, dans son *Essai sur Wagner*, notait que, de tous les sens, l'oreille était le plus paresseux. Cette paresse, encore confortée par l'impérialisme fastueux de l'image, Zeffirelli la convoque en témoin de sa propre absence de réflexion. C'est d'autant plus flagrant que la bande-son d'*Otello* est proprement dégueulasse. Paradoxalement, c'est la musique et parfois la voix qui sont « en trop » dans un film qui vise surtout le spectacle et le fracas ; les imperfections techniques sont légion.

Le film-opéra est tout bonnement en train de résoudre à sa manière la « crise du scénario » que connaît ou connaîtrait le cinéma. Depuis *Don Gio-*

avec *Falstaff* et l'on sait que Verdi et Welles étaient tous deux fascinés par *le Roi Lear* de même qu'ils avaient fait chacun un *Macbeth* ! Ces rappels pour souligner que nous sommes bien dans les sommets. Verdi a composé son opéra en 1887 (à soixante-quatorze ans !), alors qu'il n'avait rien écrit depuis treize ans (son *Requiem*) et que son dernier opéra, *Aïda*, remontait à 1871. Wagner était mort en 1883, Wagner qui dominait si complètement l'art lyrique de son temps que les dernières œuvres de Verdi étaient souvent jugées selon les critères du « wagnérisme » ce dont, on s'en doute, il souffrait.

Avec *Otello*, Verdi s'éloigne de son œuvre passée et rompt avec les influences wagnériennes. Il fait quelque chose de radicalement neuf. « Ce fut probablement un des plus grands triomphes de toute l'histoire de



Plácido Domingo, le rôle titre du film de Zeffirelli et de l'opéra présenté à Berlin.

vanni (et *Amadeus* d'une autre façon) une réelle curiosité s'est emparée du public. Ce qui se traduit aussitôt en terme de nouveau marché. Le répertoire lyrique est vaste, les projets abondent, les chefs de marketing courent derrière, ou devant, les chefs d'orchestre. Et on passera à autre chose. Pas une seconde, il n'est question de filmer la musique ou le chant.

Et Verdi...

Shakespeare, Verdi (mais avant lui Rossini), Orson Welles, avec *Othello* (*Otello*, pour l'opéra), les grands esprits se rencontrent. Ils récidiveront, les mêmes,

l'art lyrique », dit Jacques Bourgeois, qui continue : « Ce triomphe est sanctionné par l'unanimité de la presse : l'étonnement se mêle à l'admiration... On parle avant tout de transformation du génie verdien qui, sans avoir rien perdu de son invention mélodique, a renouvelé complètement la conception et l'écriture de l'opéra. » Les pages de *Rouge* ne se prêtent sans doute guère à l'analyse musicologique...

Bref, *Otello* est un événement majeur dans l'histoire de la musique. Pas la bande-son d'un film d'aventures militaro-sentimentales, aurait-il quelque éclat dans la voix et quelque beauté dans la musique.

Piotr Gourmandisch



DEPORTES DE LA COMMUNE

Un récit de Joannes Caton

Joannes Caton a vingt et un ans, quand il dirige en 1871 la Commune de Saint-Etienne. Après la défaite, il est arrêté et condamné à la déportation à perpétuité.

Son journal commence avec son arrestation : la vie quotidienne des communards au château d'Oléron, puis en Nouvelle-Calédonie n'avait jamais fait l'objet d'un récit aussi précis.

Pourtant les conditions d'existence des prisonniers déportés (3 600 selon Caton) qui ont échappé aux exécutions sommaires et aux pelotons d'exécution de Satory, sont terrifiantes : pendant les transferts en train, on les enferme dans des cages dignes de la légende de Louis XI ; ils dorment sur de la paille, dans la vermine ; ils doivent se défendre contre les rats qui les attaquent et qu'ils retrouvent au fond du baquet d'eau où ils doivent se désaltérer. On imagine les conditions du voyage de

plus de cinq mois pour atteindre Nouméa.

Malgré cela, ils communiquent de cellule à cellule en écrivant entre les lignes de livres pieux que leur prête un curé naïf. Ils montent une pièce de théâtre, fabriquent des journaux. Caton constitue même un herbier avec les plantes qui poussent dans l'enceinte militaire.

Les débats continuent : on tire les leçons de la Commune. Fallait-il marcher sur Versailles sans attendre ? Fallait-il s'emparer de la Banque de France ?

Le témoignage de Caton sur la Nouvelle-Calédonie éclaire certains aspects du colonialisme français : on vend des esclaves à Nouméa en 1875 (des populations d'îles voisines) ; des contingents de déportés arabes, dans un état déplorable, arrivent en grand nombre la même année. Parmi les femmes condamnées, on trouve une religieuse, et évidemment Louise Michel. A chaque

courrier, elle envoie une lettre signée de son nom à Mac-Mahon avec ce seul mot : « Assassin ».

En 1878, un débat divise les communards : on parle de faire appel à des volontaires pour combattre les Kanaks révoltés. Les déportés se divisent. Caton décrit d'abord les Kanaks comme des sauvages affreux, horribles : « *Devant des êtres de ce genre, on sent s'affaiblir en soi, comme devant des animaux dangereux, les sentiments d'humanité habituelle.* » Puis il hésite, et parle d'eux comme des « *légitimes propriétaires* » de la Nouvelle-Calédonie.

Enfin, en mars 1879, c'est l'amnistie. Caton refuse de retourner en France et s'exile en Australie. Son journal était resté secret jusqu'à aujourd'hui.

Philippe Andréa

1. Joannes Caton : *Mémoires d'un déporté de la Commune (1871-1879) à l'Île des Pins, France-Empire.* 120 francs, 492 pages.



CINEMA

□ **AUTOUR DE MINUIT, de Bertrand Tavernier.** Ce qui frappe, dans le dernier film de Tavernier, c'est bien sûr, l'exactitude de l'ambiance, la reconstitution d'une époque, le fait que les musiciens de jazz soient interprétés par des « vrais », qui « jouent », comme des acteurs et comme des instrumentistes, sans hiatus. Mais c'est aussi cette sorte de variation sur l'amitié — une amitié inégale, entre deux faiblesses différentes, celle de l'artiste dans sa marginalité, celle du « groupie » qui ne se trouve qu'en vivant par procuration. Mais c'est aussi — comme, de façon assez sommaire, dans *la Mort en direct*, et de façon bien plus

assumée et majeure, dans *Un dimanche à la campagne* — une méditation sur la mort. Ne pas faire de concessions sur la partie musicale du film et en même temps jouer à fond le jeu de l'émotion vraie, c'était risqué. Il est difficile de dire si la partie est gagnée.

□ **REPRISES, Humoresque, de Négulesco.** Contrairement à ce que laisse entendre le titre, c'est un mélodrame noir. L'ascension d'un violoniste, fils de petit épicier, jusqu'au ciel des maîtres et ses « intrigues » avec sa riche mélomane, amoureuse et possessive, bonne fée. Ça n'a l'air de rien... Mais John Garfield en violoniste sublime, ce dur de dur plutôt loubard, est formidable. Et tout le film, du reste, est formi-

dable. *Whirlpool (le Mystérieux Dr Korvo)* de Preminger, mort il y a quelques semaines, est un bel hommage (sortie le 1^{er} octobre). Une version moderne et « psychanalytique » d'un conte de fées qui ressemblerait à *la Belle au bois dormant*. Une jeune femme kleptomane, entre un mari psychiatre et un escroc para-psychologue, fait le dur apprentissage du vrai et du faux, de la culpabilité et de l'innocence, du sommeil et du réveil. Le film est construit sur ce thème du double, reflet, mémoire. Rien de spectaculaire. Juste un petit chef-d'œuvre de cinéma.

□ **LES AVENTURES DE JACK BURTON, de John Carpenter.** Carpenter est l'un des plus intéressants cinéastes américains de série B, et l'on découvre souvent dans ses films des trésors de mise en scène et d'ingéniosité. Ici, il a voulu pasticher à la fois les *Aventuriers de l'Arche perdue* et les films de kung-fu (avec un peu d'*Année du dragon*...). Mais cette fois, malgré les acrobaties diverses et trucages savoureux, la pâte lève mal : l'infantilisme de l'histoire, voulu pour son effet de dérision, appesantit un récit qui aurait dû être plus bondissant.



☆ **Dimanche 20 h 35 (TF1), la Charge héroïque, de John Ford avec J. Wayne, J. Dru, J. Agar et V. MacLaglen.** L'un de mes westerns préférés... Sous la chronique « tunique bleue », une sensibilité et une émotion rares. Il y a beaucoup de choses belles dans cette histoire-là : le vieux capitaine dialoguant avec sa femme sur la tombe de celle-ci, les rapports quasi paternels entretenus par Wayne vis-à-vis du lieutenant Cohill, la rivalité amoureuse des deux lieutenants pour Joanne Dru portant dans ses cheveux un ruban jaune... Dédramatisé à l'extrême (la seule charge est effectuée pour disperser un troupeau de broncos... !), le film de Ford vaut bien mieux que son titre français, car le titre original « *She wore a yellow Ribbon* », (« Elle portait un ruban jaune ») rend bien mieux la mélancolique nostalgie avec laquelle Ford regarde disparaître un monde et ses codes suranés.

22 h 05 (A2), finale du championnat du monde de volley-ball (avec un match URSS-France ?...).

☆ **Lundi 20 h 35 (FR3), Stress, de J.-L. Bertucelli avec C. Laure.** Metteur en scène touche à tout et généralement peu inspiré, voilà Bertucelli qui vire du côté du gros suspense sanglant et terrifiant. L'histoire ne tient que par ses cinq dernières minutes et ces cinq dernières minutes-là sont d'une rare débilité.

☆ **Mardi 20 h 35 (A2), le Maître d'école, de C. Berri avec Coluche en OS de l'Education nationale pour un « Dossiers de l'écran » consacré à l'école...** C'est le garagiste qui va être content : pour une fois qu'il comprendra le milieu enseignant !

21 h 35 (TF1), ne ratez pas non plus « Contre enquête », l'excellente émission de Anne Hoang, qui reviendra (entre autres sujets) sur l'affaire Roques...

☆ **Jeudi 20 h 35 (FR3), Folies bourgeoises, de C. Chabrol avec S. Audran (excellente !), B. Dern (lamentable !) et J.-P. Cassel (insipide !).** Il y a des très grands et des tout petits Chabrol... Celui-ci est plutôt du second genre...

☆ **Vendredi 23 h (A2), C.-J. Philippe fête donc le quinzième anniversaire de son ciné-club, avec une projection de Carosse d'or, de Jean Renoir (avec Anna Magnani) en direct de la Cinémathèque française.** On a eu chaud ! Avec l'éclectisme pompier qui caractérise ses goûts cinématographiques, il vaut mieux avoir Renoir que Dreyer ou Luc Moullet...

Michel Laszlo

LA CHASSE AUX BEMOLS

Vous avez vu l'autre semaine (Ah ! les délais...) l'arrestation par les cow-boys de la « crime », de Frédéric Oriach ? Dingue, non ? Pasqua a certainement dû se dire, on va se le faire au moment où les caméras commenceront à tourner, comme ça pas besoin de convoquer une conférence de presse pour prouver que la police elle se décarcasse. Pas de bol. L'effet était plutôt inverse de celui recherché. On ne pouvait que plaindre Oriach de devoir passer quarante-huit heures avec de tels clowns ! Faut dire que le mieux aurait peut-être été de remonter l'émission « la Chasse au trésor », en remplaçant Philippe de Dieuleveut par Barril ou un autre pingouin du GIGN avec un postulat du genre : rue de Rennes-Orly en moins d'une heure : Orly-Vienne puis Vienne-Larnaka en moins de douze heures, et Larnaka-Koubayat avant la fin de l'émission. En posant le pied dans la ville des Abdallah, le reporter aurait hurlé « Stop ! » et, à Cognac-Jay, on aurait su si monsieur et madame Pasqua gagnaient un voyage à Langley (USA)...

M. L.

ROUGE

SOMMAIRE

Comment mettre Chirac en échec ?
pages 2, 3, 4.

C'est à dire
page 5

EDF-Paris
La rage au cœur
page 6

Téléphone
Coup de baisse,
coup de trique
page 7

Drogue
Une jeunesse
dans le collimateur
pages 8, 9

Lutte ouvrière
L'incantation
pour toute ligne ?
page 10

Femmes sur papier glacé
page 11

Courts métrages
pages 12, 13

Les Palestiniens
de l'intérieur (2)
pages 14, 15

Togo
Corruption
et « football militaire »
page 16

Yougoslavie
Eternuements en série
page 17

Economie mondiale,
avis de tempête
page 18

Syndicats
Carrefour dangereux
pages 19, 20, 21

Chef-d'œuvre en péril
page 22

Livraisons
page 23

☆ Hebdomadaire édité par la société Presse-Edition-Communication SARL au capital de 70 000 F (durée : 60 ans), 9, rue de Tunis, 75011 Paris.

☆ Gérant : Léon Crémieux.

☆ Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Christian Lamotte.

☆ Tirage : 10 000 exemplaires.

☆ Rédaction administration : 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil.
☎ (1) 48 59 00 80 (lignes groupées).

☆ Composition, impression : Rotographie, Montreuil.
☎ (1) 48 59 00 31.

☆ Commission paritaire 63922.

Antiracisme

Haut-parleur intelligent

Ni rabattage culturel, ni nostalgie désarmante, telle pourrait être la devise de Radio-Beur qui se veut à la fois média et acteur de la vie et des combats de la jeunesse issue de l'immigration. Un entretien avec Samia Messaoudi, une animatrice de cette radio pour qui c'est toujours « Ici et maintenant » que les choses se passent.

□ *Quel est le projet de Radio-Beur ?*

Samia Messaoudi – Radio-Beur est un projet radiophonique, donc de communication orale. Il s'agit de dire notre histoire dans la société française. Nous sommes issus d'un mouvement et liés à lui. Il s'agit du combat associatif des jeunes issus de l'immigration.

Nous voulons exprimer une identité culturelle enracinée dans l'histoire, encourager l'expression, la création artistique des jeunes. En un mot, ni assimilation ni ghetto.

□ *Qu'en pensent vos auditeurs ?*

S. M. – Nous entretenons des liens très forts avec nos auditeurs, qui dépassent d'ailleurs très largement les jeunes Beurs. A travers eux, nous touchons un auditoire familial. Et tous ces gens nous téléphonent, nous écrivent, réagissent. Un aspect important est la participation aux fameux galas de la radio.

□ *La musique, l'expression culturelle, la vie quotidienne occupent une place importante de vos émissions. Comment traitez-vous l'actualité immédiate ?*

S. M. – En ce qui concerne la musique, nous essayons d'aider la création originale en produisant disques et livres. Il s'agit de fixer la vie, même au-delà de l'éphémère des émissions quotidiennes.

Mais nous n'avons pas les moyens financiers de traiter l'actualité classiquement. Nous réagissons pourtant très vite et très fort en fonction des événements. Radio-Beur a choisi son camp : celui de la lutte pour l'égalité des droits, ici et maintenant. Donc, pas de rêverie sur le pays d'origine, d'autant que mon pays d'origine c'est la banlieue parisienne. Radio-Beur est à la fois acteur et média. Une sorte de

haut-parleur intelligent. Ce qui est bien normal pour une radio !

□ *Concrètement, comme cela se passe-t-il ?*

S. M. – Nous avons noué d'étroites relations avec les associations de jeunes. Nous annonçons systématiquement tout ce qui se passe. Nous rendons

compte, par exemple, des marches, manifestations, fêtes, tout en y participant activement. Nous parlons également du bouillonnement quotidien, parfois peu spectaculaire, des jeunes qui s'organisent, se rassemblent dans les cités, les quartiers.

Nous réservons une place importante aux problèmes des

femmes issues de l'immigration, confrontées à des contradictions très importantes. C'est une de nos spécificités.

□ *La situation semble assez difficile dans l'audiovisuel. Quelles en sont les conséquences pour Radio-Beur ?*

S. M. – La politique générale de la droite nous frappe doublement. D'abord par les menaces contre les associations qui bénéficiaient de subventions. Celles-ci vont être réduites, voire supprimées, ont annoncé Léotard et De Villiers. Dans un autre domaine, les projets d'action éducative (PAE) scolaires qui permettaient souvent une activité multiculturelle sont remis en cause.

D'autre part, les radios associatives sont soumises à de multiples pressions. Ainsi actuellement, nous sommes partiellement brouillés par une grosse radio commerciale, Kiss FM. D'où l'importance de l'autofinancement et particulièrement du gala du 4 octobre.

□ *La vague d'attentats a été l'occasion d'une campagne raciste de grande envergure. Comment réagissez-vous ?*

S. M. – Notre attitude, c'est la vigilance et la lutte. Après l'amalgame Arabes = chômeurs, puis Arabes = délinquants, c'est maintenant une étape supplémentaire Arabes = terroristes. Nos auditeurs parlent de leurs craintes, certains ont peur de venir à notre gala. Il faut réagir. C'est pour cela que nous nous inscrivons dans la lutte contre les lois Pasqua, Pandraud, contre les menaces sur le Code de la nationalité qui nous touchent directement. Il ne faut pas se laisser faire. C'est pour cela que nous préparons la mobilisation du 6 décembre.

Propos recueillis par Albert Sohal

◆ Radio-Beur : 8, villa Madeleine, 93 Saint-Ouen.